



T2137 - 393 - 4,00 F

le monde libertaire

rédaction
administration
3 rue ternaux
75011 paris
tel: 805 34.08
ccp publico
1128915 paris

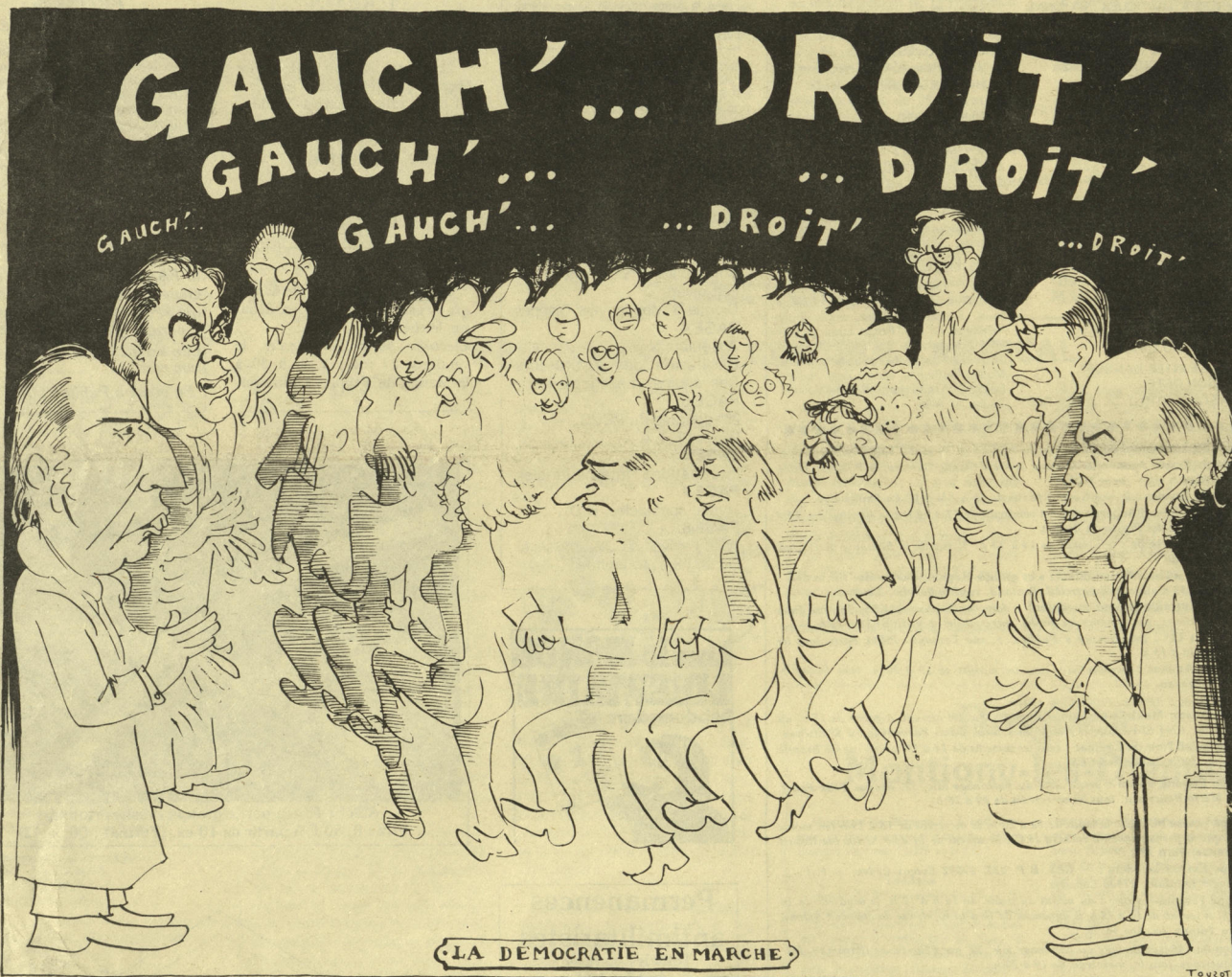
N° 393 JEUDI 19 MARS 1981 4,00 F

hebdomadaire

Organe de la Fédération Anarchiste

(Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)

C'EST PARTI !...



Avec l'arrivée de Giscard sur le plateau, la comédie électorale peut commencer !

C'EST parti... mon kiki ! Comme ces haridelles que l'on revoit chaque année arpenter les champs de course de nos provinces, les concurrents du Grand Prix de l'Elysée ont pris le départ ! Pendant sept ans, ces rosses ont fait de la mauvaise grasse. Le terrain est lourd, les orages se lèvent de par le monde, rien à attendre de ce mauvais spectacle qui ne passionne plus les foules, même si les personnages qui les drivent ont poussé, sous les ordres du starter, le favori, la star, Giscard soi-même.

L'homme a vieilli ! Quelques cheveux en moins, quelques roueries en plus, comme celle qui a poussé un certain Stasi, démocrate parait-il, a offrir à Lalonde, le candidat des écologistes, un certain nombre de signatures pour franchir le cap des cinq cents. Dame ! Si par chance celui-ci pouvait neutraliser assez de suffrages pour que Marchais arrive en tête de la gauche ?... Il n'est pas interdit de rêver ! On a beau dire, mais l'expérience ca

compte et, d'emblée, le Giscard, au cours de son « grand débat » télévisé, s'est installé au centre de l'échiquier politique, à l'endroit où l'on peut recevoir à la fois ceux qui ne sont pas trop à droite ou pas trop à gauche. Pour un discours électoral, ce fut un beau discours électoral. Tout y passa : les jeunes, les femmes, les vieux, les petits, les grands, même les diamants dont le bougre, pris la main dans le sac par la presse, s'est débarassé élégamment... un peu tard, il est vrai, pour convaincre les mauvais esprits que nous sommes.

Giscard a foncé sur l'adversaire. Mitterrand ? Le doyen des candidats, a-t-il remarqué ; il est vrai que lui n'est au pouvoir que depuis 1960 ! Chirac... le citoyen-président, a prononcé le mot de matamore, ce qui tendrait à faire croire qu'il lit le *Monde Libertaire* ? Mais le sommet de son intervention a été consacré au chômage, un échec, son regret ! Ne trouvez-vous pas qu'au sujet du chômage, les candidats en font un peu trop ? Les emplois qu'ils créeront, s'ils sont élus, coulent entre leurs doigts com-

me les voix coulent dans les urnes et l'eau dans les chiottes. Bien sûr, certains se demanderont pourquoi avoir attendu l'élection présidentielle pour faire avaler au pays la potion miracle chère à Astérix... Pas de questions idiotes, s'il vous plaît ! Le remède de Giscard pour le chômage est simple : les émigrés munis d'un maigre viatique à la porte, les vieux au mouiroir ! C'est simple, il suffisait d'y penser. La semaine de trente-cinq heures, ne rigolons pas ; la campagne électorale est une chose sérieuse, d'autant plus sérieuse que, Giscard le constate mélancoliquement il est seul ! Seul à pouvoir battre la gauche, seul à pouvoir arbitrer entre les grands et sauter de garder la paix, seul à assurer aux députés que son élection ne signifiera pas leur retour devant les urnes, seul... Sa Majesté Giscard est seul, entouré de personnages qui, comme lui, voudraient bien être seuls à morde dans le gâteau savoureux qu'est la France.

suite page 8

F°P. 2520

Liste et permanences des groupes de la Fédération Anarchiste

PROVINCE

AINSE : ANIZY-LE-CHATEAU
 ALLIER : MOULIN - IZEURE
 ARDECHE : AUBENAS
 AUBE : TROYES
 AUDE : NARBONNE
 B.-D.-R. : MARSEILLE - AIX
 DOUBS : BESANCON
 EURE : EVREUX
 GARD : GROUPE DEPARTEMENTAL
 GIRONDE : BORDEAUX - CADILLAC
 HERAULT : BEZIERS
 ILE-ET-VILAINE : RENNES
 INDRE-ET-LOIRE : TOURS
 LOIRE : ST ETIENNE
 MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
 MOSELLE : METZ
 NORD : LILLE - VALENCIENNES
 OISE : CREIL - BEAUVAIS
 ORNE : ARGENTAN
 PYRENEES-ATLANTIQUES : BAYONNE
 - BIARRITZ
 HT-RHIN : MULHOUSE
 RHONE : LYON
 LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES
 MANCHE : CHERBOURG
 LOT-ET-GARONNE : AGEN
 SEINE-MARITIME : LE HAVRE - ROUEN
 SOMME : AMIENS
 VAR : GROUPE DE TOULON « ACTION DIRECTE » - GROUPE DE LA REGION TOULONNAISE
 VENDEE : GROUPE LIBERTAIRE VENDEEN
 HTE-VIENNE : LIMOGES
 YONNE : FEDERATION DEPARTEMENTALE
 BELGIQUE
 SUD-LUXEMBOURG
LIAISONS
PROFESSIONNELLES
 - LIAISON DES POSTIERS
 - LIAISON DES CHEMINOTS
 - LIAISON DU LIVRE
 - CERCLE INTER-BANQUES
 - LIAISON ORTF
 - LIAISON INSTITUT DE SONDAGES

RÉGION PARISIENNE

PARIS : 11 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 2°, 5°, 6°, 7°, 10°, 11°, 13°, 14°, 15°, 16°, 18°, 19°, 20°.

BANLIEUE SUD
 - FRESNES-ANTONY
 - LES ULIS
 - MASSY-PALASEAU
 - ORSAY-BURES
 - RIS-ORANGIS
 - MASSY
 - VILLEJUIF

BANLIEUE EST
 - GAGNY, NEUILLY-SUR-MARNE, CHELLES
 - MONTREUIL, ROSNY
 - BOBIGNY

BANLIEUE OUEST
 - NANTERRE - LA DEFENSE
 - HOUILLES-SARTROUVILLE

BANLIEUE NORD
 - VILLENEUVE-LA-GARENNE, ST-OUEN
 - DOMONT
 - ARGENTEUIL, COLOMBES
 - SEVRAN, BONDY

LIAISONS
 La Seyne-sur-mer, Laon, Aine, Soissons, Cannes, Grasse, Ardennes, Salon, Caen, Angoulême, Marennes-Oleron, Saintes, Vierzon, Ajaccio, Meulan, Bégard, Valence, Concarneau, Le Vigon, Brest, Montpellier, Sète, Châteauroix, Sassenage, Isère, Jura, Blois, Vendôme, Le Puy, Florac, Laval, Noyon, Hémin-Beaumont, Bas Rhin, Le Mans, Thonon-les-Bains, Nord Seine-et-Marne, Maule, Parthenay, Montauban, Hyères, Poitiers, Nord Haute-Vienne, Vosges, Toulouse, Alès.

 Groupe départemental du Gard : écrire à CGES, B.P. 3044 - 30002 Nîmes-Cédex.
 Groupe de Troyes : pour tous contacts, écrire à Claude Garceva, B.P. 2141, 37021 Troyes-Cédex.

Groupe de Rennes : le mardi soir à partir de 20 h à la MJC La Paillette.
 Permanence F.A. d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h à la librairie La Tête en Bas, 17, rue des Poëliers à Angers.
 Groupe de Marseille : le samedi de 14 à 17 h, 3, rue de la Fontaine de Caylus, 13002 Marseille.

Groupe de Toulon « Action directe » et groupe Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 19 h au local du cercle J. Rostand, rue Montebello, Toulon.
 Groupe l'Entraide (Havre et région) : dans les locaux du CES, 16, rue Jules Teller au Havre, permanence les lundis, mercredis et samedis de 18 à 19 h.
 Groupe du 11° : permanence à Publico, 3, rue Ternaux, 75011 Paris, tous les mardis de 10 à 15 h.
 Groupe d'Amiens : permanences tous les mardis de 19 à 20 h, salle Dewailly, 80330 Longueau.

Liaison Blois : BP 962, 41009 Blois Cédex.
 Groupe Nestor Makhno de Saint-Etienne : tous les samedis à partir de 15 h, au local, 15 bis, CNT-SIA-LP de la Bourse du Travail, Cours Victor Hugo à St-Etienne.
 Groupe Soleil Noir de Cadillac : tous les samedis de 14 à 19 h, 26, rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES).

Groupe Eugène Varlin : petite salle du patronage laïc, 72, avenue Félix Faure, (15°), Métro Bouicaut, tous les mercredis de 19 à 20 h.

Groupe Louise Michel : le lundi de 18 à 20 h, le mercredi de 16 à 19 h (en même temps que la permanence du collectif IVG), le samedi de 17 à 19 h, 10, rue Robert Planquette, Paris 18°.

Groupe Evreux-Louviers : - CES, B.P. 237, 27002 Evreux-Cédex; - F.A., 2, rue Roger Jourdain, 27400 Louviers.

Groupe Fresnes-Antony : du mardi au jeudi, de 16 h à 19 h, le vendredi de 14 à 19 h, le samedi de 14 à 19 h, le dimanche de 10 à 13 h, 34, rue de Fresnes à Antony, métro Antony, tél. 668.48.58.

Groupe du 14° : petite salle du patronage laïc, 72, avenue Félix-Faure (Paris-15°), Métro Bouicaut, tous les mercredis de 19 à 20 h.

Groupe libertaire Sevrans-Bondy : adresse postale : Cercle d'Etudes Libertaires, centre Alfa de Bondy, 3, allée des pensées, 93140 Bondy.

Groupe d'Anizy-le-Château : tous les samedis de 10 à 12 h à leur table de vente sur le marché de Soissons, et les lundis à partir de 20 h au local « salle communautaire du moulin de Paris », 02000 Merlieux, (tél. (23) 80-17-09).

Groupe des Ulis : permanence à la MJC des Ulis, tous les 2° et 4° jeudis de chaque mois, de 20 h 30 à 22 h.

Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 19 h et le samedi de 14 à 17 h, en son local, 7, rue du Muguet à Bordeaux.

Liaison Angoulême : tous les samedis de 14 à 17 h dans son local, 19, rue des Acacias.

Groupe Voline : 26, rue Pat, 75011 Paris. Permanence le 1° et 3° jeudi de chaque mois de 19 à 20 h 30, et samedi sur rendez-vous.

Groupe de Grenoble : tous les premiers vendredis du mois (souffle 08-05-81), rue Berthe de Boisieux, Maison des Associations, ancienne Bourse du Travail de Grenoble, 2° étage, salle Est.

Pour toute prise de contact avec les groupes de la F.A., n'hésitez pas à écrire aux R.I., ou bien venez à la PERMANENCE DES RELATIONS INTÉRIEURES, le samedi, de 14 h 30 à 18 h, 3, rue Ternaux, Paris 11° (M° Oberkampf) - Tél : 805-34-08.

COMMUNIQUÉS

Nous informons les lecteurs, sympathisants et personnes intéressées de la constitution du groupe libertaire de Houilles-Sartroville.

Les lecteurs intéressés par la propagande des idées libertaires sur l'île de la Réunion peuvent nous écrire : RI, pour la Réunion, 3, rue Ternaux, 75011 Paris.

Le groupe anarchiste Quartier Nord de Marseille appelle les sympathisants libertaires de Marseille et de banlieue nord à la contacter via RI.

Un groupe libertaire est en formation sur Rambouillet-Versailles; que tous les anarchistes, libertaires, personnes intéressées contactent les RI.

Les personnes intéressées par la propagande libertaire, par la création d'une liaison dans le département de la Saône-et-Loire peuvent écrire aux RI qui transmettront.

Les libertaires du Lot désireux d'entrer en contact avec la Fédération pour activités communes peuvent écrire à la toute nouvelle liaison départementale du Lot, RI, 3, rue Ternaux, 75011 Paris.

Sommaire

- PAGE 1 Avec l'arrivée de Giscard...
- PAGE 2 Activités des groupes FA
- PAGE 3 En bref
- Sécurité sociale...
- Bons baisers de Hagueneau
- Fait divers
- Drogue à Montigny-les-Dieppes
- PAGE 4 A Boulets Noirs
- Désillusion des instituteurs
- Des équipes pédagogiques...
- PAGE 5 26° congrès du PCUS
- Où va l'E.T.A.
- PAGE 6 Informations Internationales
- PAGE 7 Livres, spectacles, B.D.
- PAGE 8 Avec l'arrivée de Giscard (suite)
- Où va l'E.T.A. (suite)

Lisez le MONDE LIBERTAIRE hebdomadaire

Permanences antimilitaristes

Tous les mercredis de 17 à 19 h à la librairie La Tête en Bas 17, rue des Poëliers à Angers

Tous les samedis de 14 à 15 h 10, rue Robert Planquette Paris 18° (M° Blanche)

Tous les mardis de 18 h à 19 h tous les vendredis de 19 h à 20 h

26, rue du Wab-Billy Metz - Tél. 74.41.58

Directeur de publication Maurice Joyeux
 Commission paritaire n° 55 635
 Imprimerie « Les marchés de France » 44, rue de l'Ermitage, Paris 20°
 Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 - Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

Les élections ne changeront rien, ne comptons que sur nous mêmes.

Pour l'abstention révolutionnaire et la grève générale expropriatrice.

FEDERATION ANARCHISTE

Le groupe d'Angers vient d'éditer une affiche deux couleurs (format 77 x 58). Prix : 0,60 F à partir de 10 exemplaires. (Ne pas oublier les frais de port)

TOULON

Le groupe Région toulonnaise organise, vendredi 27 mars, à 20 h 30, salle Mozart à Toulon, un meeting anti-électoral. Partie spectacle avec « Meille ». Table de presse. Entrée libre.

PROCÈS

Le groupe Sacco-Vanzetti informe qu'un de ses militants, Christian Michel, passera en procès le mardi 24 mars 1981 à 13 h 30, à la 12^e chambre correctionnelle du tribunal de Bobigny (Seine-St-Denis). Il est poursuivi pour désertion à l'Office national des Eaux et Forêts (ONF). Ce procès se voudrait être celui de l'armée; il sera défendu en tant que militant anarchiste.

Groupe Sacco-Vanzetti

LIMOGES

Le groupe libertaire de Limoges organise une réunion-débat sur le thème : Elections ou action directe, le vendredi 27 mars à 20 h 30 à la Maison du Peuple, à Limoges.

Le groupe de Limoges de la FA vient d'éditer une brochure sur le système électoral qui sévit dans notre belle démocratie française avancée. Elle s'appelle Elections ou action directe.

En vente à Publico : 5 F.

autogestion

FEDERATION ANARCHISTE 145, RUE AMELOT, PARIS 11

Affiche éditée par le groupe Fresnes-Antony
 Prix : 0,50 F à partir de 10 ex. (Format : 56 x 42)

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration : 3 rue Ternaux 75011 Paris Tel. 805.34.08

ABONNEMENT DE SOUTIEN : 250 F CCP Publico 11 289 15 Paris

BULLETIN D'ABONNEMENT (à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris (France))

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

à partir du N° (inclus) Pays

Abonnement Reabonnement Abonnement de soutien

Règlement (à joindre au bulletin): Cheque postal Cheque bancaire Mandat lettre

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre poste

en bref

Malgré l'opposition de tout une population à l'implantation nucléaire à Plogoff, le décret autorisant a été signé en novembre. Mais Plogoff continue dans un climat psychologique qui les pouvoirs publics. Aussi, l'association essaye-t-elle de faire passer la région en d'expérimentation des énergies nouvelles d'une maison à pouvoir se concrétiser suivant l'aide apportée en mise en œuvre estimée (surface). Elle servira d'alternative sont possibles, à pour qui Plogoff et sera bien sûr. Tous pour les ca débiteront au cours de l'été 81.

Le Syndicat des de Paris organisé en soutien au « indépendant en Avec la participation Cristev et Yanar Smolar (Pologne) du SLOMR; Bo Feinberg (URSS) et un représentant pour la Tchécosslovaquie. Le samedi 21 mars à la Bourse du rue Charlot, Paris.

Le n° 1 de 1981 de la section Liberegana light. On peut en obtenir gratuitement en le demandant à Yves Peyraud, 75012 Paris.

Sept personnes alors qu'elles ont de Paris RER de la gare à trois de sept à passeront en septembre 7 mai 1981; l'instruction sera du journal. Des supplémentaires données dans le Monde Libertaire.

Le Coordonnateur d'informations Protection contre sont deux publiés la « commission des publications refuse de délivrer de commission qui leur permet financiers. On de paraître que ne nous étonner.

La CLO de Brest en soutien à Didier insoumis total, entre autres, ce pourquoi il n'a pu à son ordre de ren Pour de plus am CLO c/o CES E Brest Saint-Pierre 29278 Brest-cédex

Cette semaine, « Les CLO » : le 14 heures, trois se présenteront de Niort, accusés à l'ONF. Pour le CLO département 1, avenue de Lin 79000 Niort.

Le groupe libertaire et le Collectif Anarchiste organise une manifestation le samedi 21 mars (15 heures), Place en soutien à Didier Hervé arrêté à Brest le 11 est actuellement à la prison Jacques de Rennes. Il a deux ans. Soyons à le soutenir; éc Soutien à tous les insoumis, déserteur. Adresse : Didier, 56 boulevard J. 35100 Rennes.

ABONNEMENT

en bref...en bref...

Malgré l'opposition farouche de tout une population à l'implantation d'une centrale nucléaire à Plogoff, le décret autorisant sa construction a été signé en novembre 80. Mais Plogoff continue de résister dans un climat de guerre psychologique que créent EDF et les pouvoirs publics. Aussi, l'association « Plogoff-Alternative » essaye-t-elle de transformer le site et sa région en terrain d'expérimentation et d'application des énergies nouvelles. Le projet d'une « maison autonome » va ainsi pouvoir se concrétiser suivant l'aide apportée : coût de mise en œuvres, 70 000 francs estimé (surface 200 m² environ). Elle servira d'abord à prouver que des alternatives à l'énergie nucléaire sont possibles, à accueillir tous ceux pour qui Plogoff est un symbole, et sera bien sûr une Maison pour Tous pour les capistes. Les travaux débuteront au cours de l'été 81.

Le Syndicat des correcteurs CGT de Paris organise un meeting-débat, en soutien au « syndicalisme indépendant en Europe de l'Est ». Avec la participation de Cristev et Yanatchikov (Bulgarie); Smolar (Pologne); Berindei (Roumanie); du SLOMR; Borissou; et Feinberg (URSS) du SMOT, et un représentant de la Charte 77 pour la Tchécoslovaquie. Le samedi 21 mars de 14 à 18 heures, à la Bourse du Travail E. Varlin, rue Charlot, Paris 11^e.

Le n° 1 de 1981 du bulletin de la section libertaire du SAT, *Liberegna ligilo*, vient de paraître. On peut en obtenir un exemplaire gratuit en le demandant : Yves Peyraut, 89, av. Michel Bizot, 75012 Paris.

Sept personnes ont été arrêtées, alors qu'elles collaient et bombaient les gares RER de l'est et de l'ouest de Paris à propos de l'armée. Trois des sept arrêtés passeront en saisie directe le 7 mai 1981; pour les autres, l'instruction sera terminée à la parution du journal. Des précisions supplémentaires vous seront donc données dans les prochains numéros du *Monde Libertaire*.

Le *Coordonateur*, bulletin bi-mensuel d'informations générales, et *Protection contre les rayons ionisants* sont deux publications à qui la « commission paritaire des publications et agences de presse » refuse de délivrer le numéro de commission paritaire qui leur permettrait des facilités financières. On voudrait les empêcher de paraître ce que nous étonnerait pas !

La CLO de Brest a édité une brochure en soutien à Didier Hervé, insonmis total, dans laquelle, entre autres, ce dernier explique pourquoi il n'a pas répondu à son ordre de route. Pour de plus amples infos : CLO c/o CES BP 6, Brest Saint-Pierre, 29278 Brest-cédex.

Cette semaine, dans notre série « Les CLO » : le jeudi 19 mars à 14 heures, trois objecteurs se présenteront devant le tribunal de Niort, accusés d'insoumission à l'ONF. Pour tout contact : CLO département centre, 1, avenue de Limoges, 79000 Niort.

Le groupe libertaire Armand Robin et le Collectif Antimilitariste de Brest organisent une manifestation le samedi 21 mars 1981 à Brest (15 heures), Place de la Liberté, en soutien à Didier Hervé. Didier Hervé est insonmis total; arrêté à Brest le 31 janvier 1981, il est actuellement incarcéré à la prison Jacques Cartier de Rennes. Il risque deux ans. Soyons nombreux à le soutenir; écrivez-lui. Soutien à tous les objecteurs, insonmis, déserteur. Adresse : Didier Hervé, 56 boulevard J. Cartier, 35100 Rennes.

ABONNEZ-VOUS

SÉCURITÉ SOCIALE

NOUVELLE ATTEINTE CONTRE UN DROIT

Il y a encore quelques temps, n'importe quel chômeur, qu'il fût ou non indemnisé, conservait automatiquement sa couverture sociale... si, bien sûr, il n'oubliait pas de pointer régulièrement.

Tout chômeur qui tombait malade pouvait donc se faire rembourser ses soins par les caisses d'assurances-maladie, et cela sans verser de cotisations en contrepartie. Trouvant sans doute que l'opinion publique allait finir par se lasser de payer des cotisations sans cesse croissantes pour des chômeurs qui, ces derniers temps, ont tendance à se multiplier comme des lapins, l'Etat avait pondu une loi qui vient seulement d'être effective, et dont les effets ne se feront sentir qu'après les élections : l'assurance personnelle.

Désormais, tous les chômeurs, à partir du moment où ils ne toucheront plus les ASSEDIC, conserveront (certes pendant douze mois) un droit à la Sécurité sociale gratuit, mais, passé ce délai, ils auront intérêt à s'accrocher pour conserver ce droit. Désormais, ces chômeurs pourront prendre une assurance personnelle avec versements de cotisations. C'est le cas pour tous les chômeurs qui ne sont plus indemnisés depuis le 29 décembre 79 et pour qui les douze mois de couverture gratuite sont écoulés. Pour les chômeurs les plus nombreux, c'est-à-dire ceux qui touchent moins de trois millions par an, ils devront payer près de 4 500 francs par an. De plus, certaines catégories so-

ciales auront des cotisations forfaitaires : 167 francs par an pour les étudiants de moins de 26 ans qui n'ont plus droit au régime étudiant. Quant aux étudiants étrangers dans le même cas, c'est le tarif fort, 2 169 francs par an... Il y a du Stolérù là-dedans !

Il est prévu que ces cotisations pourraient être prises en charge, totalement ou partiellement, par certains organismes : Caisses d'allocations familiales, ou moins pour ceux qui bénéficient de prestations familiales. Pour les autres, ils n'auront qu'à aller mendier l'aide sociale. Mais combien de personnes pourront-elles bénéficier de la prise en charge de leurs cotisations ?... Ça, nous ne le savons pas. Le temps que toutes les démarches soient effectuées, et les élections seront passées quand les résultats seront connus !

La loi prévoit aussi qu'on peut refuser cette assurance personnelle dans un délai de trois mois et par lettre recommandée. Si aucun refus n'est notifié, c'est l'affiliation d'office et au tarif fort, soit la menue somme de plus de deux briques par an !

Ainsi, petit à petit, c'est l'ensemble de la Sécurité sociale qui est remise en cause. Après les tentatives de la loi Berger, l'Etat s'en prend directement aux chômeurs qui désormais vont devoir s'enfoncer dans les méandres de la bureaucratie des divers organismes qui nous contrôlent quotidiennement.

Nicole et Prunelle (Groupe d'Amiens)

BONS BAISERS DE HAGUENEAU

HAGUENEAU, c'est une petite ville tranquille comme toutes les petites villes. Située à quelques kilomètres du camp militaire d'Oberhoffen (où sont stationnés nos patriotiques « Pluton », missiles à tête nucléaire), elle a vu passer d'éphémères comités anti-Pluton. L'armée, comme ailleurs, y occupe une place de choix. Ici, c'est le cantonnement des Dragons. Des flics un peu partout dans les rues. Une bonne mairie, bien conservatrice, qui veille jalousement à ses intérêts.

Il y a peu de temps, la municipalité a fait paraître un cahier de « taxes, droits et tarifs municipaux », applicables pour 1981. Y sont répertoriés toutes les activités relevant directement ou indirectement de la ville (abat-toirs, bains municipaux, activités culturelles, enterrements, location de matériel, etc.). On en apprend de bien bonnes !

Ainsi, la ville s'autorise à prélever un droit de 250 francs par jour pour « distribution de tracts », alors qu'une banderole tendue en travers de la voie publique à des fins publicitaires et commerciales ne coûte, par unité et par semaine que 125 francs ! Tout est rentabilisé au maximum pour renflouer les caisses de la commune. Chaque kilo de viande net qui passe à l'abattoir rapporte 0,90 francs. Les militaires étant nombreux, la ville n'hésite pas

à leur faire un fleur en leur laissant l'entrée des bains municipaux à 5 francs au lieu de 9. Même les morts participent encore à « l'effort collectif de redressement économique » : la concession d'une sépulture pour 30 ans coûte 450 francs par mètre carré. Pour les compatriotes en mal d'exhibition, la ville leur prête généreusement un drapeau tricolore pour la modique obole de 100 francs par pièce et pour une durée de quatre jours. Si l'on s'obstine à vouloir occuper la voie publique à des fins de propagande, il faut être prêt à débours 50 francs par jour.

La liste pourrait s'allonger. Nous n'avons voulu reprendre ici que les exemples les plus significatifs. Surtout ceux qui ont trait au travail du militant, tels la distribution de tracts, la location d'une salle ou tout simplement la tenue d'un stand lors des grandes braderies. On s'aperçoit bien vite que l'armada des commerçants et agents publicitaires de toute sorte paie un forfait ridicule pour abreuver de conneries les populations.

Haguenau restera une petite ville bien tranquille et ses notables pourront dormir sur leurs deux oreilles, tant que personne ne viendra bouleverser leur quiétude toute conservatrice. Ceci compte pour toutes les petites villes. Avis aux amateurs ! MARTINE (liaison Bas-Rhin)

FAIT DIVERS : LE CONTRÔLE MÉDICAL

MARDI matin : visite médicale à la Médecine du travail. Visite d'embauche comme ils disent dans leur jargon. Chacun s'amène avec son petit flacon d'urine bien calé au fond d'une poche plastique. Et le défilé commence. Fiche de routine, questions saugrenues et inutiles. Le toubib fait semblant de se préoccuper des conditions de travail. En fait, ce n'est qu'apparence. Parachuté dans ce trou perdu, appointé régulièrement sans trop se tuer à la tâche, il sert de Renseignements Généraux aux petits et gros patrons du coin.

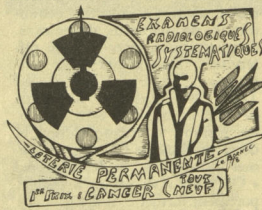
Tension, pouls, poids, puis le verdict final : radio du thorax à faire. Là, négatif, coco, j'objecte. Et voilà que se déchaîne la Colère de l'investi des pouvoirs d'Hyppocrate !

Rappelons pour la petite histoire qu'une loi, passée en 1979 dans le cadre de la Médecine du travail, permet au salarié de refuser la radio (1) systématique. Trois raisons peuvent être invoquées : grossesse; dangers encourus par la « victime »; raisons personnelles, exposées clairement au médecin qui peut, à ce moment-là, signer une décharge. En cas de pépin, le salarié est seul responsable.

J'ai voulu opter pour la troisième solution, mais refus catégorique du médecin : si je persiste à refuser de passer la radio, il me porte inapte (2) ! Voilà ce que j'appelle tout bonnement du chantage. Chantage sur la santé, sur l'emploi. Inutile de préciser que le médecin a immédiatement prévenu l'employeur qui, depuis, se pose des questions : refuser une radio, c'est déjà bien significatif...

Peu nombreux sont ceux qui entrevoient l'étroite collaboration de tous les domaines dits sociaux (médecine, santé, éducation, loisirs, etc.) avec le travail. Nous vivons dans un monde où tout se tient, où acculés devant

l'obligation de travailler pour d'autres, nous sommes contraints d'aligner notre comportement sur les exigences de la « vie en société », c'est-à-dire de nous plier à la loi du plus fort.



Sociables, les anarchistes le sont. Peut-être plus que n'importe quel autre groupe humain « politisé ». Mais ils ne sont ni soumis, ni résignés, ni partisans d'une autorité coercitive. Ils réclament le droit à la libre expression et au respect des opinions de chacun.

Cette collusion des pouvoirs politiques, économiques et sociaux devrait renforcer les convictions de tous ceux qui se battent pour la suppression du système autoritaire.

MARTINE (liaison Bas-Rhin)

(1) Pour ceux que la question intéresse, il existe trois formes de « radios » pulmonaires :

La radioscopie pulmonaire : on envoie des rayons ionisants à travers le patient et le radiologue lit une image pulmonaire composée de zones plus ou moins sombres. Conséquence : forte irradiation du patient et du médecin, car le temps d'exposition est relativement long. En plus, il ne faut subir une radioscopie que tous les 44 ans, puisque sa valeur est de 5,5 rems en 30 secondes, alors que la dose reconnue « admissible » est de 0,125 rems par an !

La radiophotographie pulmonaire : même processus que ci-dessus, mais le radiologue est remplacé par un petit film. Cette radio est dangereuse car le film est de petite dimension, ce qui nécessite des rayons fortement concentrés. Une radiophoto faite sur des enfants équivaut à 1,6 rems, donc à ne subir que tous les douze ans. Pour un adulte : 1,8 rems, donc intervalle de 14 ans.

La radiographie pulmonaire : cette fois-ci le film a la dimension

de la cage thoracique. Cette radio est la moins dangereuse. Mais même une faible dose de radioactivité n'est pas inoffensive. La valeur d'une radiographie est de 0,024 rem. On peut donc en subir cinq par an. Mais attention !

(2) Etre déclaré inapte au travail confère à l'employeur le droit, voire même l'obligation, de licencier sans autre motif, afin de ne pas se trouver en situation d'infraction vis-à-vis de l'Inspection du travail

Drogue à Montigny-les-Dieppes

Montigny-les-Dieppes ? L'anti-drogue, ça peut rapporter des voix, chantonement en cœur l'UDF et le PC !

Les faits

Avant Noël, un élève du lycée Jehan Ango de Dieppe, pris de malaise à la suite d'absorption d'amphétamines, est conduit à l'infirmerie du lycée. Il en profite pour « balancer » une trentaine de présumés « fumeurs de hash ». Renvoyé dans sa famille, son père, ayant consulté le journal intime du lycéen, contacte la mairie qui, à son tour, contacte les flics. Après quelques interrogatoires, la police dispose d'une liste de 200 trafiquants présumés.

Le 25 février (soit plus de deux mois après les faits, les élections approchent, vous avez dit bizarre ?), une vaste opération policière, à grands coups de gyrophares, est déclenchée. Des contrôles d'identité se sont succédés dans les bistros de Dieppe; notamment six le même jour, dans le bistro en face du lycée Jehan Ango, considéré comme une plaque tournante. En tout 510 contrôles d'identité qui se solderont par 15 « aveux » d'utilisation de « drogue ».

Devant l'inefficacité de ces méthodes guerrières (15, c'est pas beaucoup), les flics décident d'envoyer des convocations individuelles. Pour le moment, 20 lycéens sont convoqués. Face aux actions policières, quelques élèves du lycée Jehan Ango, parmi la masse amorphe des élèves et des profs, ont créé un comité anti-délation. Son but est de dénoncer : l'action hypocrite au plus haut niveau des R.G. qui, par leurs dénonciations ordinaires, mettent

en cause la vie privée de personnes souvent innocentes, photographiées à leur insu, fichées sans aucune preuve; l'action de la police qui n'a pas à faire subir des sévices, aussi minimes soient-ils, et surtout quand ils sont d'ordre moral, profitant d'un milieu lycéen malléable.

Alors, pourquoi cette opération d'une telle envergure ? Les lycéens pour la plupart ne votent pas, alors ? A deux mois de élections, il est intéressant de détourner les gens de leurs préoccupations actuelles, à savoir la crise économique et le chômage. Et des opérations de cette envergure ne sont-elles pas rassurantes pour une population assouffie de sécurité, qui voit qu'on « protège ses jeunes » ?

Le PCF n'est pas en reste. Il dénonce la politique de Giscard qui envoie la police arrêter les jeunes dans les bars, dans la rue, devant les établissements scolaires. Comme la drogue est, selon lui, un véritable fléau (sic), il convient, dit-il, de porter le fer là où la drogue permet l'accumulation de fortunes colossales, chez les gros bonnets.

Ne pas se tromper : c'est différent de déléguer une centaine de militants pour dénoncer sans preuve un travailleur immigré (gros bonnet !), censé vendre de la drogue aux petits Français. La drogue : véritable fléau ? 172 morts par overdose en 1980. Assez ! Plusieurs milliers par overdose d'alcool : producteurs français !

En conclusion, à droite comme à gauche, faire vibrer le fibre anti-drogue, ça peut ramener des voix... Un sympathisant du groupe d'Amiens

A BOULETS NOIRS

Honneur, famille, patrie
A Hurligheim (Bas-Rhin), un appel est lancé par le maire pour que 30 élèves-officiers soient hébergés durant un week-end dans des familles, pour maintenir le bon renom de la commune connue pour son hospitalité. Le tourisme militaire s'étend... Devine qui vient dîner ce soir ?

A Gotesheim (Bas-Rhin), les patriotes de tous poils ont fêté les nouvelles recrues, aviateurs de la base aérienne 124, ainsi que la centaine d'appelés sous les oripeaux. Faut dire qu'on aime bien l'armée dans ce bled (comme dirait Bigeard), car leur arrivée précédé quelque temps auparavant le 2^e régiment des chasseurs de Phalsbourg, celui de Colmar, celui de Mutzig et, en pochette-cadeau, les élèves de la préparation militaire-Air, ainsi que les officiers de réserve de l'armée de l'air.

Après avoir gerbé au monument aux horreurs, les zincs de pépé Dassault ont craché leur kérozène sur les foules ébahies, conviées au vin d'honneur.

Sabre et goupillon

Le lieutenant-colonel Steffan a été nommé commandant du 149^e régiment d'infanterie (unité

de réservistes vosgiens); comme ça, après la messe (il est prêtre de Vittel), il ira conter à ses lurons ses exploits d'ancien officier parachutiste en Algérie. Putain d'apôtres !

J.D.

Instituteur ou éboueur ?

Les enfants d'aujourd'hui sont les adultes de demain. Les former est le premier devoir de toute société. Les instituteurs (trices) ont le rôle le plus important et il est si difficile ! Il faut avoir la vocation !

Phrases-images d'Epinal maintes fois prononcées par ces princes qui nous gouvernent.

La vocation, c'est bien beau, mais elle ne paie pas mon boulangier ! Les vacances, c'est bien beau, encore faut-il les financer !

Ah ! les salaires ! Déjà, *Le Monde* s'inquiétait récemment d'un pays — le nôtre — où les gardiens de la paix gagnaient davantage que les instituteurs...

Mais Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat auprès du ministre du Travail, a trouvé LA solution le 5 mars sur Europe 1 : « Si un instituteur, pour gagner plus, souhaite devenir éboueur, c'est son droit ». Chiche ?

J.-P. B.

DÉSILLUSION DES INSTITUTEURS

Ce ne fut pas pour rallonger leur week-end que les enseignants ont fait grève le lundi 9 mars, mais pour conclure le plan d'action imposé par la direction du SNI. Il comprenait la grève administrative et le refus de l'inspection (considéré comme moyen d'action et non comme finalité).

En décembre, dans la presse syndicale, chaque tendance prit des positions divergentes. L'équipe socialiste de la direction du SNI et leurs syndiqués (UID) qui avaient proposé cette action, la soutinrent tout en sachant que cela ne servirait à rien.

Les syndiqués communistes (UA) la critiquèrent ouvertement et proposèrent de réagir plus durement en mettant sur pied deux nouvelles actions (actions départementales, la tendance communiste n'étant pas majoritaire dans l'ensemble des départements : il fallait sortir en masse des écoles de 11 heures à 14 heures, cette action devant montrer notre détermination à nous battre jusqu'au bout (disait la circulaire syndicale)... puis se mettre en grève le 26 février, grève de 24 heures.

Alors que nos syndicalistes bureaucrates se battaient pour savoir laquelle était la plus dure, les instituteurs ne firent que deux petites grèves de 24 heures.

Depuis cinq ans, le SNI freine toute lutte parce qu'il est en train de négocier. Mais que doit-on penser d'un syndicat qui négocie dans le dos des premiers intéressés sans faire passer l'information, dont les luttes de tendance à l'intérieur de celui-ci sont si intenses que pour mieux magouiller le pouvoir, il n'informe pas et renie par là même le premier droit de tout syndiqué : informer et décider avec les syndiqués dans des assemblées générales qui mandent sur des points précis et qui révoquent lorsqu'il y a outrepassement des mandats (je ne parle pas des consultations-bidons, faites alors que les tracts et les affiches sont déjà tirés), devaient être la règle de conduite d'une direction qui n'existe que par la volonté de la base. Maintenant que les négociations sont terminées et que le projet de revalorisation des instituteurs est connu, on impose un mouvement soi-disant d'ampleur qui n'a pas lieu d'être. Ce n'est que par nos luttes que nous obtiendrons quelque chose et non par les négociations des bureaucrates qui nous gouvernent et nous représentent.

La revalorisation des maîtres prévoit le classement en trois catégories qui aboutiront à la création d'une école d'élite. Il y aura les bons maîtres (3^e catégorie) les mauvais maîtres (1^{re} catégorie). Il y aura rupture de l'unicité de la corporation ainsi que des luttes.

Ce sera l'entrée en force des représentants de l'Etat dans l'évaluation des instituteurs (instituteurs qui seront évalués sur la pédagogie et surtout sur l'engagement et le non-engagement syndical).

Et comme de bien entendu, les 80 000 retraités seront exclus de toute retombée financière. Ce sera la porte ouverte à la privatisation de l'enseignement, les meilleurs partant travailler dans les écoles privées sous contrat d'Etat.

Le projet de revalorisation est un recul sur les acquis obtenus, depuis la création de l'« enseignement public ».

NADINE

DES ÉQUIPES PÉDAGOGIQUES POUR QUOI FAIRE ? OU VERS UNE PÉDAGOGIE LIBERTAIRE

(Suite de l'article « De l'école laïque » (1) publié dans le ML n° 391 du 5/3/81)

L'OBJECTIF ultime de l'éducation ne peut plus être le savoir, mais le vouloir né de ce savoir (...). Elle tendra à créer un homme personnel ou libre.

(Max Stirner — 1842)

L'école primaire ! Tout le monde — ou presque — y est passé. Souvenez-vous : un préau, des classes : parfois une, parfois cinq, souvent plus (des casernes, des usines). Dans ces classes : de 25 à 40 gamins, tous différents : d'âge (mais oui, malgré cet absur-



de critère), de sexe, de milieu social, familial, culturel, économique, de maturité, de besoins, de motivations, affectivement différents... Face à eux, un(e) enseignant(e) pour tout une année ! Tous ces enfants, si différents devront apprendre, tous au même instant, la même chose ! Fi de la psychologie ! Fi des problèmes individuels ! Fi des absents ! « On n'en a vu qu'un dressage, purement formel et matériel » (2). L'instituteur (3), seul maître à bord, avec parfois, toutes les années, un inspecteur (a-t-il jamais enseigné ? Et quand ?) qui vient inspecter et noter (infantilisation de l'enseignant). Seul maître à bord ! Et la tentation et l'habitude sont vite prises d'en être le maître, le chef, le dictateur : on est plus fort et plus grand physiquement et on a le Savoir ! Et la routine vient se greffer là-dessus. De toutes façons, « les élèves sont de plus en plus faibles, entend-on dire ; ils sont de plus en plus paresseux... Ah ! Avant !... » Mais l'institut était alors peut-être plus motivé, il y croyait peut-être davantage ? Et qui, quoi, pourrait le remettre en question ? Les syndicats ? La pédagogie n'est pas notre problème, dit le SNI. Les inspecteurs ? Ils inspectent et notent, et que tout soit dans l'Ordre ! Les collègues ? Ils sont pareils. Les conférences pédagogiques ? Les stages ? Des vacances. Les enfants ? Pas droit à la parole, et puis on dit « élèves » ! Et puis pour ce qu'on est payé... Alors on continue son petit train-train, ponctué par la grève annuelle de 24 heures, en attendant la retraite... Et de « Tout ce fatras scolaire, qui n'exerce aucune influence sur notre comportement, nous l'oublions souvent d'autant plus aisément qu'il ne nous sert à rien : on secoue la poussière de l'école lorsqu'on la quitte. Pourquoi ? Parce que l'éducation consiste uniquement dans le formel ou le matériel tout au plus

dans une mixture des deux, mais non point dans la vérité, dans la formation de l'homme vrai » (2).

Mais alors, « où forme-t-on à la place d'un homme instruit un homme créateur ? » (2). Dans les écoles où existent des équipes pédagogiques, elles sont l'inverse de tout ce qui précède. Le rôle de l'équipe pédagogique (homogène et motivée) et qui comprend, outre les enseignants, les enfants, les parents, les travailleurs sociaux, le personnel de service..., son rôle envers les enfants est d'« être à leur écoute et construire patiemment avec eux une relation claire et vraie (importance de la dimension affective), leur faire découvrir leur place dans le groupe en même temps qu'une image structurée et fidèle d'eux-mêmes (droit à être différents des autres), les rendre confiants dans leur rapport avec les réalités (...) et à partir de tout cela, pratiquer une pédagogie de la réussite permettant le réenclenchement des acquisitions de reconnaissance et de savoir-faire » (4).

L'organisation de l'école est alors décidée par des assemblées générales comprenant les instituteurs et des représentants d'enfants (simples délégués changeant régulièrement). Ce sont les enfants, dans chaque groupe, qui choisissent leurs activités (dont ils seront responsables) et ils ne sont plus attachés à un maître (et ses envies propres), mais ils ont avec eux toute l'équipe et leurs camarades. Chaque institut est alors continuellement remis en question dans sa pédagogie, non seulement par les élèves, pardon les enfants !, mais aussi par les autres membres de l'équipe, mais aussi par les intervenants exté-



rieurs (enfin l'école ouverte sur la vie !). Cela l'empêche de se scléroser et de tomber dans la routine.

L'enfant apprend non seulement à lire, écrire, compter, mais également à vivre en société, à prendre ses décisions et ses responsabilités. Il prend conscience de son corps (si mutilé, oublié d'ailleurs), de ses possibilités. « Ce n'est pas le savoir qui doit être inculqué, c'est la personnalité qui doit parvenir à son propre épanouissement » (2).

L'enfant, enfin, va à son rythme et non plus au rythme de la classe (des meilleurs ou des pires), du maître. « Toute éducation doit devenir personnelle ». (2)

L'enfant devient autonome et n'a plus besoin de maître. On comprendra aisément qu'un tel programme soit combattu par les régimes autoritaires, par les

partis si hiérarchisés, par les possédants et qu'il y ait si peu d'équipes pédagogiques. Mais je pense que dans le cadre actuel, c'est le lieu de combat de tout enseignant libéral pour « œuvrer à la formation de femmes et d'hommes autonomes » (5).

J.P. BERRAUD

A propos de l'école Jules Ferry, voir l'article de Benoît Terreneg dans le ML n° 386 du 29 janvier 1981 et, sur Jules Ferry lui-même, le premier numéro du *Peuple français* (janvier 71), à comparer d'ailleurs avec le *panégyrique* paru dans *Le Nouvel Observateur*, *journal de gôche*, au début du mois de mars 81.

(2) Max Stirner, « Ecrits mineurs » 1842, publiés dans « Ni Dieu ni Maître » de Daniel Guérin (petite collection Maspéro), également dans « De l'éducation », en vente à Publico.

(3) Ou l'institut.
(4) « Le Contrat éducatif » de J. Griffard, inspecteur de l'information et de l'orientation, paru dans *Le Monde* du 20 décembre 80.

(5) Principe de base de la Coordination des Libéraux de l'Education qui publie « Le Cancre...las » (39 rue de la Sablière, 92400 Courbevoie).

Breve bibliographie (les livres dont le prix est indiqué sont en vente à Publico).

« De l'Education », Max Stirner, éd. Spartacus : 11 F.

Tous les ouvrages de C. et E. Freinet, notamment « Pour l'école du peuple » : 14 f et « Naissance d'une pédagogie populaire » (petite collection Maspéro) : 42 F. A.S. Neill, « Livres enfants de Summerhill » : 45 F.

Le paradis n'est
On est donc bi-
trionphalistes de
vième, comme le
qui selon l'*Huma*
grapes de la march
et où Kroutchev dé
avoir la semaine de
te du monde, les s
més, nous allons
Unis ! »

Les médias ont
congrès avait été
té. En effet, les o
Bureau politique e
pas été modifiés.
Pelche, 82 ans, es
moyenne d'âge de
69 ans. Comme le
la propagande du
nisme est la jeun

Quand les lou
En fait, cette ré
moindre pièce de
est sans doute le
du régime. Il y a
les étages de la hié
sage entre les clans
on approche du so
est délicat.

Staline régnait p
pouvant parfois sur
autre, éliminant phy
les autres, supprim
potentiels.

En 1953, « le c
blanches » prépara
une nouvelle progr
20^e congrès, Krouto
line voulait en fini
bres du Politburo
chilov aurait été acc
anglais ». Il est cl
clat du 20^e congrès
tion » traduisaient l
gotsie d'Etat sovié
de telles méthodes
phère de folle terre
manente. Il faut re
par exemple, un m
Politburo, Vozness
jour au lendemain
ces !... Aux avant
bureaucrates voulaie
une certaine tranqui

Tous les ouvrages de Fernand Oury (Maspéro) dont « Vers une pédagogie institutionnelle » (avec A. Vasquez) : 40 F. « Chroniques de l'école-caserné » (avec J. Pain), « Qui c'est, l'inspecteur ? » (avec C. Pochet).

« Les équipes pédagogiques » par l'ICEM-Freinet (Maspéro).

« Les Héritiers », éd. de Minuit.

SIC

Je ne connais pas assez les questions pour présenter un programme, mais j'ai quelques principes.

Maurice DUMAIS
(à l'occasion de Législatives)

Après le 26^e congrès du PCUS

LA BUREAUCRATIE, UN GÉANT AUX PIEDS D'ARGILE ?

On ne sait ce qu'il faut admirer le plus dans les congrès du parti communiste d'Union Soviétique, de la précision mécanique du cérémoniel ou du stoïcisme des « délégués » capables de résister à une overdose d'ennui mortelle pour tout individu normalement constitué.

Le 26^e congrès, qui vient de s'achever, n'a pas failli à la règle : rapport fleuve du camarade secrétaire général (qui n'a pas eu la force de le lire jusqu'au bout), suite interminable de interventions approuvant le texte sacré selon un rituel préparé dans les moindres détails. C'est ainsi que, selon le correspondant du *Monde*, le nom de Brejnev revenait à la cadence moyenne d'une fois par minute !

Le culte de la personnalité, qui devait être banni à jamais, est rétabli dans toute sa splendeur. Staline était le « coprythée des sciences », « le phare de toute l'humanité progressiste », « le plus grand penseur de notre temps ». Brejnev, lui, est désigné comme étant « le personnage le plus en vue de notre époque » et dont le nom est devenu « sur tous les continents, symbole de liberté, de bonheur, de justice et de progrès », etc., etc. Chaque orateur apportait des brassées de louanges. Comme quoi, dans ce genre d'aberration, il n'y a rien de changé sous l'étoile rouge du Kremlin.

De ce congrès, comme dans tous les autres, exception faite du 20^e avec le rapport Kroutchev, il est impossible d'en tirer une information quelconque quant aux orientations de la politique soviétique. On n'y trouve qu'un alignement de formules de propagande ou d'incantation. Les décisions se prennent ailleurs, dans le secret des délibérations des hautes sphères de la hiérarchie.

En matière de politique étrangère, l'accent a été mis, comme d'habitude, sur la détente, la coexistence pacifique, la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres pays (voir l'application de ces nobles principes en Pologne, en Afghanistan, en Erythrée...). Au plan intérieur, certaines difficultés économiques ont été soulignées notamment dans l'agriculture, éternel point noir de l'économie soviétique. Les objectifs de productivité et de production industrielles sont nettement plus modestes que ceux du plan précédent. La discipline du travail devra être renforcée.

Le paradis n'est pas pour demain...

On est donc bien loin des discours triomphalistes de l'époque kroutchévienne, comme le 22^e congrès, en 1961, qui selon l'*Humanité* définissait « les étapes de la marche au communisme » et où Kroutchev déclarait : « Nous allons avoir la semaine de travail la plus courte du monde, les impôts seront supprimés, nous allons dépasser les Etats-Unis ! »

Les médias ont souligné que le 26^e congrès avait été celui de la continuité. En effet, les organes dirigeants (le Bureau politique et le secrétaire) n'ont pas été modifiés. Même le vieux Arvid Pelche, 82 ans, est resté en place. La moyenne d'âge de la direction est de 69 ans. Comme le disait à une époque la propagande du PCF : « Le communisme est la jeunesse du monde... »

Quand les loups se dévorent

En fait, cette réticence à changer la moindre pièce de l'édifice hiérarchique est sans doute le signe de la fragilité du régime. Il y a certainement à tous les étages de la hiérarchie un savant dosage entre les clans en présence et plus on approche du sommet plus le dosage est délicat.

Staline régnait par la terreur, s'appuyant parfois sur un clan, puis sur un autre, éliminant physiquement les uns et les autres, supprimant les concurrents potentiels.

En 1953, « le complot des blouses blanches » préparait sans aucun doute une nouvelle purge sanglante (1). Au 20^e congrès, Kroutchev déclara que Staline voulait en finir avec tous les membres du Politburo et que même Vorochilov aurait été accusé d'être un « agent anglais ». Il est clair que le coup d'éclat du 20^e congrès et la « destalinisation » traduisaient la volonté de la bourgeoisie d'Etat soviétique d'en finir avec de telles méthodes, avec cette atmosphère de folle terreur, d'insécurité permanente. Il faut rappeler qu'en 1949, par exemple, un membre éminent du Politburo, Voznessenski, disparut du jour au lendemain sans laisser de traces !... Aux avantages matériels, les bureaucrates voulaient désormais ajouter une certaine tranquillité d'esprit... Effect-

ivement, les révolutions de palais qui se produisaient par la suite au Kremlin ne se terminèrent plus aussi tragiquement et les tentatives déboulonnées purent terminer leurs jours paisiblement.

Les raisons d'une grande prudence

Mais il est probable que les équipes en place ne sont pas totalement rassurées. La « direction collective » d'un appareil d'Etat aussi important, avec une armée et une police puissantes, ne peut pas être un exercice dépourvu de risques. Les groupes rivaux doivent s'observer de près pour que l'un d'eux ne prenne pas le contrôle sans partage d'un levier de commande essentiel et que ne s'enclenche à nouveau un processus de coups de force et d'épurations tragiques. La confiance n'est certainement pas illimitée entre les collègues et néanmoins rivaux du Politburo.

À plus de 74 ans, Brejnev sait bien que l'essentiel de son avenir est derrière lui, mais il n'empêche qu'il continue de faire « monter » au Comité central des hommes à lui, le fameux « Groupe de Dniepropetrovsk », des gens qu'il connaît depuis des dizaines d'années. Il est l'arbitre suprême dont la bureaucratie a besoin pour fonctionner (d'où l'inévitable retour au culte de la personnalité), mais il lui faut néanmoins consolider sans cesse sa position. Ses éventuels rivaux et ceux qui se déchireront lors de la succession font sans aucun doute de même. Mais tout se déroule avec des précautions de félin. C'est ce qui explique que toute cette gérontocratie semble immuable et que Kossiguine, âgé de 75 ans, ait été remplacé par un « jeune » de 74 ans. On reste entre gens qui se connaissent bien et qui peuvent donc mieux se surveiller...

La trouille des bureaucrates

La bureaucratie redoute tout mouvement « qui déplace les lignes », en elle-même, mais aussi dans toute la société soviétique. Si elle connaît sa force, elle a également conscience de sa faiblesse. C'est que la base sociale du capitalisme d'Etat est bien plus étroite que celle de la bourgeoisie occidentale. Selon certaines estimations, si, aux USA, la classe dirigeante représente 0,002% de la population, en URSS elle n'est que de 0,0002%, soit pour l'essentiel les membres du Comité central et de quelques organismes annexes. (Des gens peuvent être économiquement très privilégiés, tels que des savants, des artistes, des directeurs d'usine, mais ils n'ont aucun pouvoir de décision). C'est ce qui explique qu'à la mort de Staline, le Comité central lança un appel demandant à la population de ne pas céder à la panique. C'est ce qui explique que lorsqu'une grève quelque peu importante éclate dans une région quelconque de l'Union Soviétique, un membre du Politburo se précipite pour régler les problèmes. C'est ce qui explique l'affolement de Moscou quand Budapest, Prague ou Varsovie se soulèvent. C'est ce qui explique la répression systématique de toute forme de contestation et même de toute innovation dans les moyens d'expression, comme la musique et la peinture.

On comprend aussi pourquoi la bureaucratie soviétique redoute particulièrement qu'un mouvement révolutionnaire éclate un jour dans les pays capitalistes occidentaux. Le risque de contagion les fait frémir...

La bureaucratie vit dans la peur. Il faut voir, là aussi, la base de sa politique étrangère. Certes, le Kremlin avance ses pions, quand il peut le faire sans trop de risques, sur les bords de son empire, en Afghanistan, en Afrique, par Viet-Nam ou Cuba interposé. Cependant, un pouvoir aussi sclérosé n'a probablement pas la tentation des grandes aventures et son objectif ne peut être, en gros, que le maintien du statu quo. Cette faiblesse congénitale de la bureaucratie, alliée aux retards économiques et technologiques (ceux-ci étant la conséquence inéluctable du régime de celle-là), explique que Moscou ait besoin, probablement pour longtemps, de la « coexistence pacifique ».

L'Union Soviétique apparaît monolithique, glacée, pétrifiée. Mais l'édifice n'est-il pas d'une grande fragilité ? La bourgeoisie d'Etat a conscience de ce qu'une grande secousse, interne ou externe, pourrait faire chanceler son pouvoir.

S. BASSON

(1) Le « Complot des blouses blanches » fut le dernier grand procès stalinien. Neuf médecins — dont huit juifs — furent accusés d'avoir préparé l'assassinat du tyran. Ils furent sauvés de justesse par la mort de celui-ci et furent réhabilités.

OÙ VA L'E.T.A. ?

Un ingénieur atomiste enlevé et assassiné : réponse violente de l'E.T.A. (militaire) à la violence du centralisme madrilène qui veut imposer des centrales atomiques en Euskadi. Un militant torturé et assassiné en prison : réponse du pouvoir (ou de ses éléments les plus fascistes) à la mort de l'ingénieur. Trois consuls enlevés par l'E.T.A. (politico-militaire) : cette fraction de l'E.T.A. se devait de venger la mort du patriote-martyr... Nous sommes désormais habitués à cette grande spirale qui rend fous fourieux tous ceux qui avaient espéré une démocratisation formelle après la mort du caudillo, cette démocratisation assurant la liquidation des aspects trop archaïques du fascisme tout en préservant les intérêts des puissants de ce monde. Pour tous ces tenants du franquisme sans Franco, l'existence même de l'E.T.A. est objet de scandales, aussi est-il difficile d'y voir clair tant le déchaîne-

« Le peuple uni ne sera jamais vaincu ». L'expérience d'Allende avait valeur d'exemple de passage pacifique au socialisme. L'E.T.A. fit figure de provocatrice lorsqu'elle lança et mis en pratique le slogan : « Le peuple en armes ne sera jamais humilié ». Après septembre 73 et la déroute de l'Union Populaire au Chili, l'E.T.A. se voyait confortée dans la justesse de sa ligne; elle continua la lutte sans désemparer jusqu'à la mort de Franco, pratiquement seule en Euskadi, et l'Euskadi a été grâce à elle un haut lieu de la résistance au franquisme dans les dernières années du règne du Caudillo.

À la mort du dictateur, les classes dirigeantes sentent bien qu'il est temps de ravalier la façade du régime. Avec son garrot et ses syndicats verticaux, le fascisme, ça ne fait pas propre, c'est pas moderne ! Pour continuer à régner, pour accéder à la respectabilité internationale, il leur faut moderniser l'Etat en

cisme au profit des planqués et des collabos de tout poil. En effet, en devenant un parti comme les autres, l'E.T.A. dilapidait le crédit qu'elle avait accumulé auprès des couches radicalisées du pays Basque, crédit qu'elle avait payé au prix fort. Enfin, le contentieux entre l'organisation et l'Etat espagnol était trop lourd pour autoriser une réconciliation. Les militants hier traqués et torturés ne pouvaient pas du jour au lendemain faire taire leur mémoire pour s'asseoir à la même table que leurs anciens tortionnaires. Alors que Franco et ses sbires n'avaient pas réussi à vaincre l'E.T.A., ce n'est pas la coalition Juan Carlos-Carillo-PNV qui allait y parvenir alors même que le programme de l'organisation n'était toujours pas rempli, programme qui tient en un mot : indépendance.

Et cela d'autant plus que les dirigeants de l'E.T.A. savent d'expérience qu'à chaque scission survenue au sein de l'organisation entre politiques et militaires, ce sont les militaires qui ont emporté l'adhésion du mouvement et les politiques ont fini par disparaître. Qu'est devenue l'E.T.A. ? Il semble bien qu'il existe en Euskadi un désir ardent de lutte sans concession avec le pouvoir central, désir que l'organisation la plus radicale est apte à gérer à son profit. Aujourd'hui, c'est l'E.T.A. (militaire) qui recrute le plus dans la jeunesse basque; elle n'aurait aucun problème de ce côté là et ses dirigeants n'auraient même pas la trentaine. L'E.T.A. promet l'action d'abord et se construit ainsi une image d'irréductible et d'incorrupible. En Espagne, comme ailleurs, les stéréotypes anti-politiques sont forts répandus; en refusant toute compromission politique, l'E.T.A. répond à l'aspiration à la pureté de la jeunesse.

« Propre comme un horreur de jeunes », dit si joliment Félix Leclerc. Si cette prestance prend des allures de conduite suicidaire, cela ne gâche rien, au contraire; le suicide étant la preuve ultime du refus du monde. Enfin, l'organisation militaire nécessaire à ce type d'actions offre un cadre sécurisant et totalitaire. Le militantisme est déjà en soi une réponse à l'angoisse aussi, le militantisme total demandé par une organisation comme l'E.T.A. est le refuge absolu contre le mal de vivre. Cette dimension psychologique (bien réelle) ne doit pas nous faire oublier pour autant le courage nécessaire pour mener à bien les opérations qu'entreprend l'E.T.A., opérations qui prennent souvent l'allure d'actions purement militaires (embuscades et attaques de convois militaires, par exemple).

Sur un autre terrain, à travers son organisation légale (Herri Batasuna), l'E.T.A. enregistre des succès électoraux très nets; ces bons résultats prouvent que l'action de l'organisation est comprise par une fraction importante de la population. L'E.T.A. est loin d'être isolée. De plus, elle peut se servir de différents institutions pour faire passer son programme et pour apparaître, une fois de plus, comme l'empêcheur de démocratiser-en-rond.

La dernière prestation des députés de Herri Batasuna à Guernica en est une bonne illustration. Encore une fois, eux seuls semblaient ne pas avoir perdu la mémoire en se souvenant de Juan Carlos est l'héritier de Franco qui fit raser la ville, symbole de l'indépendance basque.

suite page 8



Photo ML

ment des mass-média contre cette organisation est grand.

L'E.T.A. a été créé par des militants du PNV (Parti Nationaliste basque) qui étaient toujours servir, surtout qu'ils ne recrutent principalement dans les forces répressives. Les classes dirigeantes joueront donc la carte du changement dans la continuité (sic !), c'est-à-dire de la démocratisation formelle; elles seront aidées par les tenants de la réconciliation nationale. Evidemment, la lutte armée, qui n'était déjà plus à l'ordre du jour sous Franco, sera dénoncée comme un mauvais coup porté à la jeune démocratie du très républicain Juan Carlos. Sous la pression du mouvement basque, le pouvoir central décide d'accorder un statut d'autonomie aux provinces basques. Cependant, la Navarre est délibérément exclue du pays Basque. Nous laisserons aux nationalistes le soin de démontrer si la Navarre est basque ou non, mais ce qui est sûr, c'est qu'on n'a jamais vu un nationaliste accepter l'amputation de ce qu'il considère comme le corps de la Nation. Le référendum demandé par l'E.T.A. dissiperait sans doute les équivoques; en attendant, les patriotes basques qui considèrent que la Navarre est partie intégrante de l'Euskadi ne peuvent accepter le statut d'autonomie avant même d'examiner son contenu. Le pouvoir central étant dans l'incapacité de céder de son plein gré sur l'essentiel de ce qui fait sa réalité, l'autonomie accordée est loin d'être satisfaite...

Pour l'E.T.A., il est donc hors de question de cesser la lutte armée dans ces conditions. Et cela d'autant plus qu'en déposant les armes et en jouant le jeu de la démocratisation, l'E.T.A. perdrait tout le bénéfice de son action exemplaire durant le fas-

liquidant les aspects encombrants du fascisme. Mais en même temps, il ne leur faut pas se couper des soutiens traditionnels du franquisme; ils peuvent toujours servir, surtout qu'ils ne recrutent principalement dans les forces répressives. Les classes dirigeantes joueront donc la carte du changement dans la continuité (sic !), c'est-à-dire de la démocratisation formelle; elles seront aidées par les tenants de la réconciliation nationale. Evidemment, la lutte armée, qui n'était déjà plus à l'ordre du jour sous Franco, sera dénoncée comme un mauvais coup porté à la jeune démocratie du très républicain Juan Carlos. Sous la pression du mouvement basque, le pouvoir central décide d'accorder un statut d'autonomie aux provinces basques. Cependant, la Navarre est délibérément exclue du pays Basque. Nous laisserons aux nationalistes le soin de démontrer si la Navarre est basque ou non, mais ce qui est sûr, c'est qu'on n'a jamais vu un nationaliste accepter l'amputation de ce qu'il considère comme le corps de la Nation. Le référendum demandé par l'E.T.A. dissiperait sans doute les équivoques; en attendant, les patriotes basques qui considèrent que la Navarre est partie intégrante de l'Euskadi ne peuvent accepter le statut d'autonomie avant même d'examiner son contenu. Le pouvoir central étant dans l'incapacité de céder de son plein gré sur l'essentiel de ce qui fait sa réalité, l'autonomie accordée est loin d'être satisfaite...

Pour l'E.T.A., il est donc hors de question de cesser la lutte armée dans ces conditions. Et cela d'autant plus qu'en déposant les armes et en jouant le jeu de la démocratisation, l'E.T.A. perdrait tout le bénéfice de son action exemplaire durant le fas-



informations internationales



Allemagne

CONGRÈS ANARCHISTE A BERLIN — Pour commémorer le cinquantenaire de la défaite de Cronstadt, le comité Cronstadt de Berlin a décidé d'organiser un congrès du 18 au 21 mars. La première journée sera consacrée à un rappel historique des événements de Cronstadt : Cronstadt et la révolution russe ; les bureaux de la rébellion de Cronstadt ; les enseignements de Cronstadt et toutes autres propositions.

La seconde journée concernera des travaux en groupes sur les thèmes : anarchisme, anti-impérialisme, nouvel internationalisme ; les syndicats libres dans les pays de bloc socialiste (Pologne, URSS...) ; perspectives et crises des organisations anarchistes en Europe occidentale ; mouvement anarchiste allemand / absence de mouvement depuis 68 ; internationale situationniste ; anarchisme et antimilitarisme ; relations « Inter-humaines » ; notre attitude face à l'Etat ; sort du ghetto : face au spectacle et au mouvement alternatif ; liste non exhaustive.

La troisième journée servira à faire les compte-rendus des résultats des différents travaux, suivis d'une discussion et en conclusion, on décidera des nouvelles perspectives du mouvement.

Le congrès se terminera par une grande fête avec manifestation dans l'après-midi et feux d'artifice dans la soirée.

Ce congrès devrait être une amorce vers des discussions plus sérieuses quant à la décision d'unir les forces anarchistes en RFA. Beaucoup de libertaires allemands souhaitent que ce rassemblement débouche vers la création d'une organisation qui coordonnerait l'action des groupes.

Dans d'autres villes, des journées « Cronstadt » seront organisées parallèlement au congrès de Berlin.

Par ailleurs, la dernière rencontre qui s'est tenue fin octobre n'a donné aucun résultat, si ce n'est la suspension de parution du *Schwarzer Gockler*. Devant la faiblesse des effectifs et du répondant des participants, l'équipe a décidé de stopper momentanément l'édition. Mais ne voulant tout de même pas déclarer forfait, les quelques « permanents » du journal ont contacté une soixantaine de groupes et individus pour leur demander de faire connaître leurs désirs, projets, etc. Il serait question de faire du *Coq Noir* un journal supra-régional qui devrait couvrir la région Rhin-Main et servir de lien pour les groupes locaux. Les résultats du « son-

dage » seront connus aux environs de Pâques.

La République fédérale — comme bien d'autres pays et pour les raisons que l'on devine — a facilité la venue au pouvoir de la junte militaire en Turquie. Elle soutient le régime d'Ankara de diverses manières en se camouflant derrière l'euphémisme bien douteux « d'aide économique ». C'est ainsi que la RFA contribue à la formation de policiers et d'agents des Renseignements Généraux turcs dans des centres spéciaux comme il en existe en Hesse, Rhénanie-Palatinat... ; à la modernisation de la police turque et des services répressifs (DST, RG, SDECE à la turque...) grâce aux techniciens spécialisés en informatique travaillant pour la police fédérale et les polices régionales.

Par ailleurs, entre 1981 et 1984, 600 millions de DM vont être « généreusement » alloués à la Turquie dans le cadre d'une « aide unique et exceptionnelle pour l'armement » en vue de perfectionner l'armée turque.

De telles mesures doivent renforcer le flanc oriental de l'OTAN sur la mer Noire et... accentuer la répression dans le pays même. Exemple : le nouveau canon de 105 mm adaptable aux chars Léopard peut se tourner contre les grévistes, les manifestations d'étudiants ou tout simplement contre les villages kurdes.

Ces deux facteurs (manifestation de la puissance à l'extérieur et répression à l'intérieur des frontières) sont le fruit des mêmes cerveaux et servent des intérêts confondus : le capital en RFA et dans les autres pays industrialisés. Solidarité internationale en somme, mais nous autres anarchistes ne parlons pas le même langage.

u.s.a.

Carl Harp, un anarchiste emprisonné depuis plusieurs mois vient de faire publier son livre *Love and Rage, entries in a Prison Diary*.

Carl Harp a dit au sujet de son livre : « J'ai rapporté, pour moi-même surtout, ce que j'ai ressenti, entendu et observé quotidiennement dans cette cage. J'espère, s'il est publié, qu'il servira le combat pour les droits de l'Homme et la justice dans le monde entier, pas seulement en prison, car aucun de nous ne peut être libre jusqu'à ce que nous le soyons tous. »

Le livre peut être commandé à l'adresse suivante pour le prix de 3,95\$ plus 50 cents de frais d'envoi : Pulp Press, Box 3868, MPO, Vancouver, BC, Canada. (L'argent ira à son fond de soutien).

SALVADOR

Le syndrome vietnamien ?

La soi-disant « offensive finale » de la guérilla salvadorienne a été stoppée par les forces de la junte au pouvoir. Les révolutionnaires avaient espéré retourner la situation en leur faveur avant l'arrivée de Reagan et donc l'envoi de matériel et de « conseillers américains » au Salvador. Voyant avec inquiétude que de nouveau un de leurs « pions » en Amérique Centrale allait peut-être lui échapper, l'Etat américain a aussitôt envoyé des armes, des hélicoptères et des conseillers, comme cela était prévisible.

La guérilla a accusé le coup. Idéologiquement, le mouvement d'opposition salvadorien est un « cocktail » de fractions marxistes-léninistes avec quelques rares trotskystes qui essaient désespérément de survivre dans le DRU (Directoire Révolutionnaire Unifié) qui est constitué de quatre grands groupes marxistes-léninistes : le Front de Libération Populaire, dirigé par Salvador Cayetano Carpio, un ancien du PC salvadorien de 1969.

Les tentatives d'unification de toute la gauche salvadorienne n'ont donné que un brassage de soupe marxiste qui désorienta pour le moins. La dernière manifestation de cette « recette » d'ingrédients pour la révolution fut le Front National de Libération Farabundo Martí sous la bannière duquel fut décrétée « l'offensive finale ». Le but de ce Front est d'unir l'extrême-gauche, les socialistes et les chrétiens-démocrates dans un gouvernement révolutionnaire

démocratique qui garantira les droits de propriété des capitalistes !

Comme au Nicaragua, les marxistes-léninistes aspirent à s'abriter sous le manteau de la bourgeoisie marchande, et à incorporer les éléments les plus progressistes de la bourgeoisie nationale dans une stratégie d'accumulation du capital et de renforcement de l'Etat sous l'euphémisme d'un « gouvernement de reconstruction nationale ». Les Guérilleros espèrent que leur monopole des forces armées dans une situation post-révolutionnaire leur permettra de se maintenir par la force du poignet.

Même avec cet objectif révolutionnaire « limité », la guérilla doit affronter des problèmes énormes. La bourgeoisie salvadorienne est beaucoup plus unie que ne l'était celle du Nicaragua. Elle aura aussi l'aide américaine inconditionnelle ainsi que le soutien des régimes dictatoriaux voisins. Le Salvador vient de conclure des traités militaires avec le Guatemala et le Honduras, malgré ses querelles avec ce dernier. Ces traités visent à combattre ensemble la guérilla, et peut-être même à envahir le Nicaragua, opération connue sous le nom d'« opération Sandwich ».

Aussi, le refus du Nicaragua d'aider la guérilla salvadorienne apparaît à la lumière de cette information peu clairvoyant. Le Nicaragua ne fournit qu'un minimum d'aide aux guérilleros pour ne pas s'attirer les foudres des Etats-Unis. Les Sandinistes ne semblent pas comprendre que les USA ambitionnent

d'écraser la gauche en Amérique Centrale et de restaurer la « sécurité des affaires » (business confidence) dans la région. Les Américains interviendront probablement eux-mêmes s'ils ne peuvent pas intervenir par pays interposés.

L'avenir ne s'annonce pas brillant pour le peuple salvadorien : il est pris entre une bourgeoisie qui utilise des « escadrons de la mort » pour faire taire toute opposition et une gauche autoritaire dont la vision « socialiste » se résume à un Etat capitaliste qui se charge « du bien de tous ».

Au Salvador, comme ailleurs dans le Tiers-Monde, il y a peu de choses au sujet desquelles les anarchistes pourraient se réjouir au niveau des « mouvements de libération ». Des régimes d'oppression sont renversés et remplacés par d'autres régimes d'oppression même si ces derniers assassinent moins. C'est un cercle vicieux.

Le seul espoir pour des pays comme le Salvador réside dans l'aboutissement d'une révolution sociale dans un grand pays industriel. Alors seulement, la solidarité internationale pourrait jouer dans le véritable esprit de l'internationalisme prolétarien. D'ici là, ces pays ne seront jamais que des pions dans les conflits géo-politiques et idéologiques des super-puissances capitalistes et marxistes.

(Traduit d'après le North American Anarchist).

Secr. aux Relations Internationales

CANADA

DU RIFIPI A TORONTO

Le 7 février dernier, la répression policière à l'encontre des homosexuels de Toronto a provoqué une des plus grosses manifestations que cette ville ait connues.

Plus de trois mille manifestants, la plupart homosexuels, se rassemblèrent à minuit, en réponse aux raids policiers du début de la semaine. Deux cent cinquante personnes avaient été arrêtées lors de la plus grande rafle effectuée depuis l'utilisation du War Measures Act en 1970 (le War Measure Act est une loi visant à déclarer une sorte d'état d'exception quand le besoin s'en fait sentir...).

Les manifestants écoutèrent avec enthousiasme plusieurs discours dénonçant la répression, puis se mirent en marche en lançant des slogans contre la police : il y eut quelques incidents avec les policiers et des victimes furent brisées. A la tête de la manifestation, deux personnes brandissaient le drapeau noir. Lorsque les manifestants arrivèrent au quartier général de la police, près de 300 flics étaient là en cordon pour en protéger l'entrée.

C'est alors que quelques individus qui s'étaient eux-mêmes improvisés leaders de la manifestation commencèrent à tenir des discours apaisants qui contrastaient avec ceux tenus avant le départ des manifestants. Mais les mani-

festants refusèrent le contrôle de ces quelques leaders et montrèrent alors une spontanéité étonnante en décidant eux-mêmes de se rendre au Parlement provincial. Là, plusieurs centaines d'entre eux voulurent entrer et furent repoussés par les forces de police, en grand nombre elles aussi. Tout le quartier fut encerclé par les flics, mais curieusement on ne remarqua pas la présence des CRS canadiens (Police Riot Squad). Pendant une demi-heure eurent lieu des affrontements sur les marches de l'entrée du Parlement. Les manifestants homosexuels étaient déchaînés et cela se comprend après les persécutions continuelles dont ils sont l'objet depuis un certain temps.

De nombreuses minorités, comme celle des homosexuels, sont la cible de la police et du Ku Klux Klan qui a réapparu à Toronto récemment et a ouvert un local public. Le climat déjà passablement dégradé depuis quelques années s'est aggravé, l'an dernier, après les acquittements de policiers meurtriers de noirs américains.

Les homosexuels, après avoir tenté vainement de recourir à des moyens on ne peut plus légaux pour faire reconnaître leurs droits, ont décidé d'agir plus durement. (Même les sociaux-démocrates du New Democratic Party les ont laissés tomber. Les homosexuels ne croient pas en les partis réformistes, et à présent sa-

vent qu'ils ne doivent compter que sur eux-mêmes.

L'activisme « gay » (gay = homosexuel) n'a fait que s'amplifier depuis quelques semaines, et n'est bien sûr qu'une inévitable conséquence de l'isolement dont les homos sont victimes. Il est important de signaler que beaucoup des manifestants du 7 février descendaient dans la rue pour la première fois.

Mais, pour que la lutte puisse s'intensifier et donner des résultats, la communauté « gay » doit surtout combattre aux côtés des autres minorités de la ville, et notamment le mouvement des femmes. Ainsi, la Journée Internationale des Femmes pourraient être cette année une manifestation d'unité dans l'action.

Les homosexuels doivent s'allier à toutes les forces sociales pour faire face à la répression de l'Etat. Dans peu de temps, aura lieu le procès des homosexuels arrêtés. C'est là l'occasion de se mobiliser en masse afin que personne ne soit condamné. Mais à long terme, toutes ces luttes ne doivent être considérées que comme des bases pour la réalisation de la révolution sociale, seul moyen de s'affirmer pour les homosexuels.

(Traduit d'après le North American Anarchist)

Secr. aux Relations Internationales

SOLDÉS :

Articles politi

La Révolution

Le Livre d'or

Le Livre 2

Le Labyrinthe

La destruction

Le Mythe de

La mort de C

Histoire de la

L'EN

BOULE

LECA

DRE

NOTE DE LECTURE

1933 : La tragédie du prolétariat allemand par Juan Rustico Ed. Spartacus

APRÈS un silence de plus d'une année, consécutif à la maladie de René Lefeuve, les éditions Spartacus font de nouveau entendre leur voix. Une sonorité rare dans le petit monde de l'édition dominé, comme chacun sait, par l'impératif du profit à court terme ou le langage de bois des obsédés de la ligne juste.

Pour cette renaissance, un petit bouquin plein d'intérêt. Juan Rustico, argentin de naissance, a débuté sa carrière politique dans l'anarchisme. La Révolution russe le ralliera au marxisme puis au parti communiste dont il sera exclu en 1925 pour trotskysme. Nanti de quelques sous, il débarquera en Espagne deux mois après l'instauration de la république et en octobre 32, il sera à Berlin. Là, il vivra la montée du nazisme et l'effondrement du parti communiste allemand, le plus puissant parti communiste européen de l'époque. En 1934, il regagnera l'Espagne et mourra au tout début de la révolution, le 16 août 1936, à la tête d'une colonne du POUM.

Ce que nous proposent les éditions Spartacus, c'est un petit texte de Rustico sur sa période allemande et deux courtes lettres sur le même thème. Rustico a vu de ses yeux l'effondrement « impensable » du puissant parti communiste allemand devant la poussée nazie. Il nous peint les scènes de la rue, le désarroi des militants; son récit est plein de vie. Un vrai reportage. Si le vécu expose littéralement dans ses propos, Rustico n'en dédaigne pas

pour autant l'analyse. Il explique entre autres à quel point la stratégie du parti communiste allemand, alignée lamentablement sur les diktats de l'Internationale et donc de Moscou, est directement responsable du désastre. Alors qu'Hitler gravissait lentement les marches du pouvoir, le PC allemand concentrait sa hargne sur le social-fascisme des socio-démocrates. Le PS ennemi principal de la révolution c'est une tactique qui nous rappelle quelque chose. Pendant ce temps...! Enfin, espérons que l'histoire ne se répètera pas!

Bien sûr, il nous est impossible de partager les conclusions de l'auteur. Pour nous, le problème ne se résume pas à une simple question de stratégie. Staline, Lénine, Trotsky, Mao... n'ont fondamentalement rien fait dégénérer. Ils ont poussé au bout, même si les directions choisies sont différentes, une logique que nous n'accepterons jamais : celle du marxisme et de sa prétention imbécile à se prétendre scientifique et détenteur du sens de l'histoire.

Cela étant, ce livre est à lire. On sent qu'avec des gens comme Rustico, même si des désaccords politiques existent, il y a une possibilité de dialogue. C'est sans doute là l'essentiel. Un livre à lire, donc. Douze balles, c'est pas cher, c'est pas cher et vous verrez, ça donne envie d'en savoir plus sur cette période de l'histoire.

Jean-Marc RAYNAUD

En vente à Publico : 12 francs

Livres en vente à Publico

SOLDÉS :

Articles politiques, Malatesta	12 F
La Révolution espagnole, Bollot	20 F
Le Livre d'or de l'assiette au beurre, tome 1	40 F
Tome 2	40 F
Le Labyrinthe espagnol, Brenan	15 F
La destruction de Guernica, Southworth	18 F
Le Mythe de la croisade de Franco, Southworth	18 F
La mort de Garcia Lorca, Gibson	15 F
Histoire de la guerre civile d'Espagne, Jackson	15 F

Autorisation de délirer

(au 26, rue de la Gaîté, à Paris XIV^e)

□ Théorème : Hubert-Félix THIÉFAINE passe en ce moment à la Gaîté-Montparnasse.

□ Corollaire 1 : ceux qui ne vont pas voir H.-F. T. à la Gaîté-Montparnasse seront ceux qui voteront aux présidentielles!

□ Corollaire 2 : ceux qui iront voter après avoir vu H.-F. T. à la Gaîté-Montparnasse, c'est qu'ils n'auront rien compris.

□ Corollaire 3 : ceux qui iront voter sans avoir vu H.-F. T. à la Gaîté-Montparnasse ne comprendront jamais rien à rien.

□ Corollaire 4 : ceux qui n'iront pas voter, mais qui n'iront pas non plus voir H.-F. T. ont encore beaucoup de choses à apprendre.

□ Corollaire 5 : ceux qui iront voir H.-F. T. à la Gaîté et qui n'iront pas voter ont tout compris.

□ Corollaire 6 : ceux qui iront voter avec le ML sous le bras, croyant payer moins cher, doivent retourner à la case de départ.

□ Corollaire 7 : ceux qui iront voir H.-F. T. à la Gaîté-Montparnasse avec le ML sous le bras paieront moins cher et les portes du paradis (artificiel ?) leur seront grandes ouvertes.

□ Corollaire 8 : ceux qui hésitent encore, qu'ils ne s'imaginent pas que je vais continuer longtemps à leur mettre les points sur les i.

□ Conclusion : Hubert-Félix THIÉFAINE passe au Théâtre de la Gaîté-Montparnasse tous les soirs à 20 heures, sauf les lundis; les dimanches à 18 heures, et jusqu'au 29 mars.

Il n'est pas candidat aux élections; et grâce au Monde Libertaire, on paye moins cher lorsqu'on le présente à la caisse. (Pas le samedi).

CINÉMA

ALLONS Z'ENFANTS

de Yves Boisset

ÇA fait un bout de temps que l'on attendait l'adaptation cinématographique du fameux roman d'Yves Gibeau, *Allons z'enfants*. Ce livre, qui a plus de trente ans, est un véritable réquisitoire contre l'armée. Il décrit des côtés « charmants » de cette institution : non-respect de l'individu, abrutissement, obéissance aveugle à des gueleards tarés et un tintinet sadiques... tout y passe. Ce sont des lectures qui ne font pas aimer l'armée. Oh non.

En bien, Yves Boisset a bien réussi la mise en images; on pouvait craindre de sa part un certain manichéisme auquel il nous avait souvent habitués, et qui ne respectait pas toujours la réalité. Ici, aucune inquiétude à avoir : le bouquin est suivi à la lettre... Et c'est vrai que les adjutants y sont de beaux salauds, « des forts en gueule, des bourgeois qui abrutissent les jeunes « enfants de troupe », victimes placées là par leurs parents dès l'âge de treize ans.

Nous suivons Simon Chalumeau que son père, brigadier à la retraite, fortement imprégné de patriotisme et des « vertus » qui caractérisent si bien ceux qui font partie de la France profonde, a remis entre les mains de ces gens si aptes à prodiguer une bonne éducation. Le problème est que Simon ne s'y plaît pas du tout, dans cette école. Il est sensible, aime la littérature, le cinéma et trouvera d'ailleurs dans ces centres d'intérêt des îlots de réconfort. Mais les brimades en tout genre deviennent de plus en plus difficiles à supporter pour celui que les supérieurs appellent « anarchiste », « révolté » et

« communal ». Une défenestration suivra une évasion. Les années passeront ainsi, armées de luttas pour la reconnaissance de l'homme face au magna grégaire.

Des esprits chagrins ont critiqué ce film en arguant le fait que beaucoup de personnages portant l'uniforme (militaires, calotins, flics) sont trop antipathiques, que la condition des enfants de troupe a changé, que des problèmes nouveaux se posent à l'intérieur de l'armée, comme la création des comités de soldats et qu'il aurait fallu montrer cela... Bref, que cette histoire qui se passe durant les années 30 date un peu.

Cependant, Boisset a seulement adapté un roman et il lui a été fidèle — seule la fin est une entorse au modèle.

Il y a une chose que ces critiques ont oubliée : le roman est en grande partie autobiographique et surtout il est antimilitariste. Or, les comités de soldats, par exemple, n'ont jamais remis en cause l'armée, ils n'ont pas une finalité antimilitariste, loin de là : ils veulent une bonne armée, comme certains veulent un bon pouvoir, parce qu'ils n'ont pas encore compris que l'abus de pouvoir, c'est son exercice (P. Clastres).

Et puis Gibeau était un bon copain de Boris Vian, ce n'est pas pour rien ! Nous ajouterons que les acteurs sont très bons, en particulier Lucas Belvaux (Simon).

C'est donc un film à voir absolument.

PS : Vous pouvez aussi lire le livre qui vient d'être réédité. Il est en vente à Publico : 14 F.

J.-C. CORMIER

GRANDE FÊTE DE LA POÉSIE

A Nanterre, au Palais des Congrès, les 3, 4, 5 avril 1981, se déroulera un « festival populaire de poésie nue » dont les thèmes seront les suivants :

- 1) La poésie et l'enfant (spectacles, débats, dessins, photos, sculptures...);
- 1) La poésie et l'enfant (spectacles, débats, exposition concernant la création enfantine);
- 2) Expositions (arts plastiques, peintures, dessins, photos, sculptures...);
- 3) Débats (carrefour des revues de poésie, intervention du Comité des Auteurs en Lutte contre le Racket de l'Édition);
- 4) Hommages à Ilarie Voronca et André Frédérique;
- 5) Ateliers de créations/spectacles (lectures de textes, chant, musique, etc...);
- 6) Expo-vente de revues de toutes tendances, livres et plaquettes de poésie, artisanat...

Pour tout renseignement complémentaire, on peut contacter Miguel Angel Fernandez-Bravo, BP 3, 92153 Suresnes cedex.

Jusqu'à la fin du mois d'avril, deux expositions consacrées à Camille Pissarro se tiennent au Grand Palais et au Centre culturel du Marais, à l'occasion du cent cinquantième anniversaire du peintre anarchiste.

J.S.

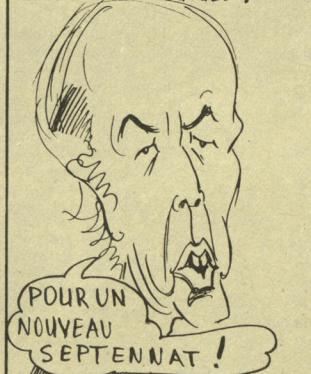


RÉSUMÉ : LA LUTTE EST FAROUCHE...

L'ARGUMENT PSYCHOLOGIQUE :



L'OBJECTIF LOGIQUE :



LA VOIX DE LA RÉVOLTE :



L'ENJEU : LA FRANCE. BOULEVERSER, TOUT EN ÉVITANT LE CAOS, LA CHIENLITÉ, LE DÉSORDRE, ET L'ANARCHIE.

AVEC L'ARRIVÉE DE GISCARD...

(suite)

Mais dans notre pays, l'élection présidentielle n'est pas seulement l'occasion de distiller de la morosité, c'est également le temps du souvenir, des biographies revues et corrigées avec un art consommé ! Un journal nous rappelait récemment que la carrière de Debré avait débuté à Vichy, parmi le personnel du maréchal Pétain, qu'elle s'était continuée à l'époque de l'Algérie française dont le sommet fut l'affaire du bazooka, avant qu'il ne se reconvertisse dans les ministères. Un autre nous traçait les moments difficiles de la vie de Marchais, « déporté d'honneur ». C'est vrai qu'on n'a pas encore parlé des exploits sportifs de Mitterrand à l'Observatoire. Mais patience, que diable, la campagne ne fait que commencer et il serait étonnant que les diamants de Giscard ou les châteaux de Chirac ne refassent pas surface. Nos historiens émus-tillés sont cramponnés à leurs stylos de façon à ne pas perdre une ligne de toutes ces carrières pittoresques qui épousent si sagement tous les contours et tous les détours de la conjoncture.

Cependant, même si, comme le dit la formule consacrée, « ce n'est qu'un début, continuons le combat », les héros semblent fatigués. Il est vrai qu'au cours de cette longue carrière dont je rappelais plus haut les faits saillants, ils ont beaucoup senti et que l'imagination a mes limites ! Bien sûr, nous les voyons refaire leur numéro, mais le cœur n'y est plus. Voyez ce qu'il vient d'arriver au pauvre Marchais : les Russes, une fois de plus, ont pris les électeurs communistes pour des cons. Leur candidat à eux, c'est Giscard. La tripe patriotique de Marchais a peine à tressaouter, il est vrai qu'après le pacte germano-soviétique, tout ce que le « grand frère » de la patrie des travailleurs pouvait leur faire n'est que brouiller. Mitterrand, lui, désabusé, fait donner les jeunots du parti qui, à défaut de croire en la libération du prolétariat, croient dur comme fer à leur avenir politique, pour peu que le vieux marabout l'emporte. Chirac est plus réaliste. Il sait bien que la différence se fera à quelques centaines de milliers de voix, et il va s'assurer, au-delà de l'hexagone, que pour les populations des îles, les Gaulois sont toujours leurs ancêtres. Giscard, je vous en ai parlé. Il se laisse porter par la vague. A la télé, je le regardais en repensant à sa prestation sept ans plus tôt et l'image me renvoyait une même photo qui aurait jauni dans les tiroirs et que des manipulations douteuses auraient cornée. Carrefour de toutes les peurs, de toutes les réactions, de toutes les ambitions inavouées, il semble porter sur ses épaules tous les rêves de cette petite bourgeoisie merdeuse qui sent vaguement que quelque chose se passe, que les beaux jours s'envolent et qu'il va lui falloir réapprendre à vivre autrement que « Bouvard et Pécuchet » de ce bon Gustave Flaubert.

Mais il existe des « petits candidats », me direz-vous, dont tous ne sont pas des farfelus !

Les petits, si je n'étais pas un homme bien élevé, j'aurais tendance à dire : « C'est bien fait pour leur gueule, que viennent-ils faire dans ce merdier ? » Parmi eux, des forts en thème qui ont lu Marx en haut, en bas, en large et en travers, qui, en dehors de leur drogue, ont quelques connaissances de l'histoire du mouvement ouvrier. Où ont-ils vu qu'une consultation électorale ait changé quelque chose aux conditions d'existence des travailleurs. Sous prétexte d'être présents, on les voit pleurnicher derrière les grands partis : « Monsieur, une signature, s'il vous plaît ». Déchéance ! J'ai un peu l'impression que Trotsky n'aurait pas apprécié. Bien sûr que la loi électorale est infecte, mais elle est là pour protéger les institutions, qui sont là pour protéger le capital, les combines électorales auxquelles « ces révolutionnaires prennent part », n'étant rien d'autre que des soupapes de sûreté pour empêcher la marmite d'exploser. Les petits candidats ? A l'abattoir ! En espérant, sans trop y croire, que l'aventure leur servira de leçon.

C'est certain, avec l'irruption de Giscard sur le plateau, le spectacle va pouvoir commencer. Citoyens, à vos télévisions. Mais prions la « Sainte-Vierge » compagnons, pour que Coluche ait ses cinq cents voix de façon à ce qu'il vienne mettre un peu de spectacle, de vrai spectacle, dans ce bordel qui va coûter des millions aux électeurs, les plonger pour un instant dans un bain d'illusions d'où ils risquent de se réveiller, au chômage... Oui, vous savez bien, ce chômage que ces messieurs vont supprimer s'ils sont élus ou sur des champs de bataille où les hommes insensibles aux tremolos présidentiels risquent de se laisser entraîner.

Tout de même, Giscard, conscient de l'énormité de cet électoralisme tous azimuts destiné à choisir les notables qui sont les chiens de garde du régime, a parlé de les regrouper. Encore un petit effort pour effacer tout de cette pitoyable comédie, où l'on revoit, à chaque occasion, ces animaux politiques de la pré-histoire, et pour la remplacer par l'association fédérative de tous les citoyens sur la base de leurs activités. Ce petit effort ne naîtra pas des urnes qui sont le garant de la pérennité du système, mais de la rue en colère qui balaye sans inutile remord tous les obstacles.

« Ils ont voté... et puis après », demandait la chanson. Après, la dislocation des pays économiquement développés se poursuivra lentement et sûrement. Une page de l'histoire se tourne. Les économies les plus traditionnelles, comme celle de l'Angleterre, se désagrègent, les plus en pointe, comme celle de l'Allemagne, cherchent sans le trouver leur second souffle. L'Italie voit sa botte mangée par la misère, l'Espagne s'effraie de l'ombre du grand sabre. « Ils ont voté... et puis après ? »

Après, c'est la révolution sociale... ou le cahos !

Maurice JOYEUX

OÙ VA L'E.T.A. ? (suite)

Moins que jamais isolée, décidée à poursuivre la lutte armée, jusqu'où ira l'E.T.A. ? En fait, nous sommes en présence d'une figure de stratégie hélas fort classique : l'E.T.A. ne peut ni gagner, ni perdre.

L'E.T.A. ne peut pas gagner

Actuellement, l'indépendance du pays Basque est inconcevable; il faudrait de grandes mutations en Espagne et en Europe pour qu'elle le devienne. En effet, le détachement de l'Euskadi marquerait la fin de l'Etat espagnol. Sans refaire la théorie des dominos, il est aisé de prévoir que cet Etat multinational à la cohésion fragile ne résisterait pas longtemps à la sécession basque. La Catalogne, la Galice, l'Andalousie seraient entraînées dans le même mouvement. Tous les tenants de l'unité nationale (sic !) espagnole n'admettraient jamais de voir l'Espagne réduite à la Castille... De plus, le pays Basque, grande région industrielle, est un poumon de l'économie espagnole; sans lui, c'est l'asphyxie à court terme. En l'espèce, la domination politique d'un centre très largement sous-développé (et dont les tentatives de développement sont dues à l'initiative du pouvoir politique) sur des périphéries développées (Euskadi et Catalogne) montre bien que le développement inégal du capitalisme ne va pas obligatoirement avec une domination politique d'un centre développé sur des périphéries sous-développées, comme c'est le cas en France. Mais c'est une autre histoire, n'est-ce pas monsieur Poulantzas ? ...

Donc l'Euskadi possède trop de qualité aux yeux du pouvoir central pour que celui-ci accepte la sécession de cette région. La nature de ce pouvoir ne change rien au problème : hier franquiste, aujourd'hui royaliste, demain socialiste, qu'importe, la valeur du pays Basque reste pour le pouvoir central une donnée objective vitale. L'E.T.A. le sait parfaitement. De plus l'environnement international n'est pas favorable à une indépendance de l'Euskadi. En effet, l'Espagne reste un allié privilégié des USA, et ce n'est certes pas la nouvelle équipe Reagan qui accepterait l'éclatement de l'Etat espagnol, avec tous les risques incontrôlables qu'une telle aventure comporte. D'autre part, un pays Basque indépendant au sud de la Bidassoa réclamerait aussi l'unité nationale, c'est-à-dire le rattachement à la mère-patrie des trois provinces, sous juridiction française. Le gouvernement français n'aimerait sûrement pas avoir à faire face à ce type de situation, sans compter les risques bien réels de contagion créés par l'exemple unique d'une nationalité opprimée par un Etat centralisateur ayant réussi à acquiescer son indépendance par ses propres forces. Toutes ces raisons font que l'E.T.A. ne peut pas vaincre, mais...

L'E.T.A. ne peut pas perdre

Le fait national basque demeure une réalité qu'il est impossible de nier. La résistance de l'E.T.A. à la démocratisation en est une des preuves, résistance qui ne lui aliène pas pour autant l'ensemble de la population basque. L'organisation recrute toujours des militants prêts à donner leur vie pour la cause et à remplacer les camarades, soit tués, soit en exil ou usés par la lutte. Compte-tenu de cette réalité, la seule solution pour le pouvoir central serait de réduire progressivement l'assise sociale de l'E.T.A. et cela jusqu'à l'asphyxie totale. A Madrid, les termes du défi sont bien compris. Cependant, pour parvenir à cette fin, il faudrait que le gouvernement lance

une véritable réforme en profondeur de l'Etat, une démocratisation réelle et non plus formelle. Mais ce type de politique est tout simplement interdit au gouvernement madrilène.

D'une part, il est vain d'attendre d'un Etat qu'il cède lui-même une partie de ses pouvoirs. Au contraire, l'évolution historique des appareils étatiques nous montre bien qu'elle va dans le sens d'un renforcement continu de leurs pouvoirs, avec comme corollaire l'extension de leur domaine d'intervention. L'Etat espagnol ne fera pas exception à la règle et cela d'autant plus qu'il s'agit, comme je l'ai écrit plus haut, de lâcher sur l'essentiel. Le suicide est inconnu (hélas !) dans l'histoire de ces organismes...

D'autre part, le pouvoir ne peut mécontenter trop longtemps les composantes fascistes de la classe dirigeante qui, si elles ont été provisoirement mises à l'écart, n'ont pas pour autant désarmé; de plus, installée avec préférence dans les appareils répressifs d'Etat, le pouvoir sait que la fraction fasciste constitue le recours ultime des classes dirigeantes en cas de danger mortel. Ce ne serait pas la première fois que les démocrates chrétiens ac-

cueilleraient avec soulagement le putsch fasciste. Il n'y a pas si longtemps qu'Eduardo Frei reconnaissait en Pinochet le vrai sauveur de la démocratie... Enfin, l'E.T.A. défend un programme maximaliste. C'est l'indépendance ou rien, et ce programme répond à une attente. Dès lors, le pouvoir se trouve dans l'impossibilité de répondre à cette demande pour court-circuiter l'organisation basque. Donc, avant longtemps, les centralistes n'arriveront pas à réduire la base de l'E.T.A. et l'organisation poursuivra sa lutte sans merci. Mais avec quelles perspectives ?



Photo AFP

L'hypothèse la plus crédible est celle de « l'irlandisation ». La fraction moderniste de la classe dirigeante laisse la place aux couches les plus réactionnaires, soit violemment, à l'occasion d'un putsch des généraux, la prise en otage des Cortés n'est qu'une répétition maladroite de ce cas de figure, soit d'une manière insidieuse en se laissant entraîner dans le fameux cycle infernal de la répression, l'assassinat sous la torture du militant de l'E.T.A. est en ce sens exemplaire. Quoi qu'il en soit, « l'irlandisation » signifie l'ouverture d'une guerre civile larvée ou déclarée dont le pays Basque serait le champ clos. Concrètement, cela entraînerait des conséquences tragiques pour ce pays. Sans parler de la ruine de l'économie, les pertes en hommes sont certes difficilement calculables, mais on peut déjà prévoir que nombreux sont ceux qui ne verront pas le grand soir. Tel semble pourtant être le pari implicite de l'E.T.A. qui est prête à sacrifier ses meilleurs militants avec au bout, après des années de luttes et de misère pour le peuple basque, la victoire finale et

totale. Il ne reste plus qu'à entonner : « Je suis un guerrier basque », l'hymne national, au garde-à-vous. Sans doute suis-je trop confortablement installé dans la vie, mais il me semble qu'il faut avoir le cœur bien accroché et les convictions bien assises pour entraîner délibérément son peuple sur un tel chemin. En paraphrasant Panait Istrati, j'ai envie de dire : l'E.T.A. arrivera-t-elle à faire le bonheur de son peuple que je lui demanderais cependant des comptes pour les os qu'elle a broyés dans sa machine à fabriquer le bonheur. Proposition toute théorique du reste, car si jamais l'E.T.A. arrachait la victoire, je n'aurais jamais les moyens de lui demander des comptes. Ni moi, qui ne

(un patriote) ni personne car une fois les leviers du pouvoir entre les mains, qui pourrait aller contester à l'E.T.A. sa légitimité de vainqueur ? En effet, dans ce cas bien improbable, l'E.T.A. a pour objet la construction d'un Etat basque socialiste. Assistons-nous à la naissance du prodige encore jamais vu : un Etat socialiste (le qualificatif importe peu) qui respecte les aspirations de la population qui subit sa loi ? L'expérience historique, allée à nos convictions anarchistes, sont là pour nous en faire douter. Mais de plus, la nature de l'E.T.A., organisation militaire et nationaliste, ne nous laisse plus d'espoir. Pour mener à bien ses opérations, l'E.T.A. fonctionne à partir d'une stricte hiérarchie et se fonde sur une obéissance aveugle. Ces méthodes laissent plus que des traces, elles modèlent des comportements et construisent des acteurs. L'autoritarisme est une maladie endémique et sera reconduit dans la période post-révolutionnaire; les prétextes ne manquent jamais : les nécessités d'édification de la patrie socialiste, l'encerclement, etc. Le nouvel Etat sera une nouvelle machine d'oppression (c'est la fonction même de l'Etat) aux mains des nouvelles couches dirigeantes. Les Basques seront-ils plus heureux lorsqu'ils seront « gardés à vue, inspectés, espionnés, dirigés, légitimés, contrôlés, estimés, appréciés, censurés, commandés » par des Casques ? Sans commentaire !

La résistance d'un peuple contre l'ethnocide est légitime en soi. Les coups portés à un Etat vieillissant réjouissent le cœur d'un anarchiste, surtout lorsqu'il s'agit de l'Etat espagnol qui a tant fait couler le sang des camarades. L'intransigeance de l'E.T.A. peut séduire. L'humanité des bien-pensants contre elle et la réponse qu'elle endure créent un sentiment de solidarité. Mais la construction d'un nouvel Etat comme solution à la sauvegarde de l'identité d'un peuple et comme réponse automatique au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, n'en demeure pas moins la grande escroquerie politique de ce siècle. Sans nul doute, cette entreprise ne vaut pas le sang versé pour la réaliser. De plus, il convient de la dénoncer pour ce qu'elle est : un leurre tragique, un cul-de-sac sanglant. En fait, il n'est de combat qui ne vaille la peine qu'on y investisse son temps et ses forces que celui qui mettra un terme définitif à l'oppression. Pour cela, non seulement il faut faire l'économie de la construction d'un nouvel Etat, mais il faut savoir que l'Etat sera notre plus implacable ennemi dans la réalisation de cette tâche. Encore une fois, il faut défendre avec la dernière énergie le droit des peuples à ne pas se constituer en Etats.

Mato-Topé